

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI  
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS  
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE  
FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente  
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU 500, BOUL. RENÉ-  
LÉVESQUE OUEST À MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 14 MAI 2013

VOLUME 94

**DANIELLE BERGERON et JEAN LAROSE**  
**Sténographes officiels**

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS  
215, rue St-Jacques, Bureau 110  
Montréal (Québec) H2Y 1M6

## COMPARUTIONS

### POUR LA COMMISSION :

Me SONIA LeBEL,  
Me ÉRIKA PORTER,  
Me ÉLIZABETH FERLAND

### INTERVENANTS :

Me ÉRIC VALLIÈRES pour M. Guy Chevrette  
Me ESTELLE TREMBLAY pour le Parti québécois  
Me MARIE-CLAUDE MICHON pour le Procureur général du Québec  
Me BENOIT BOUCHER pour le Procureur général du Québec  
Me STÉPHANIE DESROSIERS pour Dessau  
Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN pour Ville de Laval  
Me CAROLINE ISABELLE pour Ville de Laval  
M. YURI TREMBLAY pour l'Union des municipalités du Québec  
Me DANIEL ROCHEFORT pour l'Association de la construction du Québec  
Me JEAN LOZEAU pour monsieur Gilles Beaulieu  
Me MICHEL DORVAL pour Union Montréal  
Me DENIS HOULE pour l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec  
Me SIMON LAPLANTE pour l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec  
Me MICHEL MASSICOTTE pour Roche Limitée Groupe Conseil  
Me GASTON GAUTHIER pour le Barreau du Québec  
Me FÉLIX RHÉAUME pour le Parti libéral du Québec  
Me GENEVIÈVE GAGNON pour la Société Radio-Canada  
Me BERNARD PAGEAU pour Corporation Sun Média, Québecor Média et Groupe TVA  
Me PAUL ROY pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES ENGAGEMENTS	4
LISTE DES PIÈCES	4
DISCUSSION DE PART ET D'AUTRE	6
 GILLES CLOUTIER	
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ESTELLE TREMBLAY	18
 DISCUSSION DE PART ET D'AUTRE	104
ARGUMENTATION PAR Me ÉRIC VALLIÈRES	107
ARGUMENTATION PAR Me GENEVIÈVE GAGNON	136

---

LISTE DES ENGAGEMENTS

	PAGE
61E-44 : Engagement du témoin à fournir une preuve de paiement pour les 12 derniers mois au guichet du palais de justice de Laval	80

---

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
61P-681 : Liste des contributions politiques de plus de 200 \$ pour le Parti québécois pour l'année 1999 dans la circonscription de Prévost	7
61P-682 : Tableau, Blainville - Génie conseil et laboratoires - de 1993 à 2011	9
61P-683 : Tableau, Blainville - services juridiques - de 1993 à 2011	11
61P-684 : Rapport du vérificateur et les états financiers pour le Parti de l'action civique de Blainville au 31 décembre	

1997	12
61P-685.1 : Vidéo de 24h en 60 minutes, l'entrevue accordée à Marie-Maude Denis	25
61P-685.2 : Transcription de l'entrevue accordée à Marie-Maude Denis	25
61P-686 : Cote réservée - Cession au bénéfice des créanciers en général - jugement de la Cour supérieure	103
61P-687 : Cote réservée - Résultat de recherche dans le registre des dossiers de faillite et d'insolvabilité concernant le dossier de M. Gilles Cloutier.	104

---

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce quatorzième (14e) jour  
2 du mois de mai,

3

4 DISCUSSION DE PART ET D'AUTRE

5

6 Me SONIA LeBEL :

7 Alors, bonjour, Madame la Présidente. Ce matin,  
8 comme vous le savez, nous avons fait la portion en  
9 non-publication du témoignage de monsieur Gilles  
10 Cloutier, là, qui était visée par la demande du  
11 DPCP préventive. Maintenant, alors que nous étions  
12 en non-publication - et je le fais pour une mise en  
13 contexte très brève - maître Tremblay nous a  
14 indiqué qu'elle avait envoyé ce matin à neuf heures  
15 quinze (9 h 15) aux procureurs de la Commission une  
16 demande pour réinterroger monsieur Cloutier sur  
17 certaines portions.

18 Avant d'adresser cette demande-là, je vais  
19 simplement profiter du fait que nous sommes de  
20 retour en publication, pour terminer quelques  
21 petites choses que je n'avais pas terminées, c'est-  
22 à-dire le dépôt de certaines pièces, c'est tout,  
23 c'est simplement une question de gestion.

24 Donc, il y a une pièce hier que j'ai  
25 abordée alors que nous étions en publication qui

1           était le tableau que vous avez abordé qui était le  
2           tableau des contributions faites par le Parti  
3           québécois qui était un extrait d'un rapport du DGE  
4           en mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999). Vous  
5           vous souviendrez, Monsieur le Commissaire, c'est  
6           suite à une de vos questions. Alors, je vais  
7           réserver la cote 61P-681. Et comme je l'ai dit, ce  
8           tableau-là sera disponible sur le site Internet  
9           dans le courant de la journée. Il y a quelques  
10          petits ajustements que nous devons faire, des  
11          portions qu'on doit caviarder, mais ce sera prêt à  
12          ce moment-là, mais je vais réserver la cote.

13          (11:49:12)

14

15          61P-681 :       Liste des contributions politiques de  
16                            plus de 200 \$ pour le Parti québécois  
17                            pour l'année 1999 dans la  
18                            circonscription de Prévost

19

20          Il y a également - je ne l'ai pas fait en non-pub  
21          parce que c'étaient des documents qui devaient se  
22          faire en publication - trois autres documents que  
23          j'entends déposer, je vais le faire maintenant.  
24          Alors, il y a le document à l'onglet 39, Madame  
25          Blanchette. Il s'agit - et je fais simplement une

1 mise en contexte de la présentation des documents -  
2 il s'agit, à l'onglet 39, d'un tableau qui a été  
3 préparé par la Commission. Ce sont des données qui  
4 ont été obtenues et simplement transposées dans le  
5 cadre d'un tableau qui démontre les services de  
6 génie-conseil et de laboratoires qui ont eu lieu  
7 entre mil neuf cent quatre-vingt-treize (1993) et  
8 deux mille onze (2011) pour la Ville de Blainville.  
9 Et ça, c'est fait selon les chèques qui ont été  
10 émis par la Ville, donc pour les paiements sur ces  
11 contrats-là.

12 Vous allez voir, il y a, au bas de  
13 l'écran... au bas du tableau, un code de couleur  
14 qui explique que, sur cette période-là, BPR Triax,  
15 CIMA+, Dessau, SNC-Lavalin, LVM, Roche, Tecsalt et,  
16 dans la catégorie « Autres » ce sont des petits  
17 contrats ou des petites firmes, là, qui ont eu  
18 accès à des choses qui sont... qui ne valaient pas  
19 la peine d'être détaillées de façon plus  
20 extensives, démontre la part, si on veut, du  
21 marché.

22 La raison du dépôt est au soutien du  
23 témoignage de monsieur Cloutier par rapport à la  
24 Ville de Blainville où il disait qu'avant deux  
25 mille cinq (2005), deux mille six (2006), à toutes



1 fins pratiques, avant qu'il y ait un changement de  
2 garde entre le maire Gingras et le maire Cantin,  
3 Roche n'était pas présente dans la Ville de  
4 Blainville et que c'était Dessau qui avait la plus  
5 grosse part du marché. Et qu'à partir de l'élection  
6 de monsieur Cantin - je ne fais que paraphraser -  
7 Dessau est disparue ou, en tout cas, a eu moins de  
8 contrats et Roche est apparue dans le portrait.  
9 Alors, ce tableau-là est déposé... a été  
10 confectionné suite, à partir des données obtenues,  
11 là, par la Ville. Donc, 61P, je crois, 682.

12 LA GREFFIÈRE :

13 C'est exact.

14

15 61P-682 : Tableau, Blainville - Génie conseil et  
16 laboratoires - de 1993 à 2011

17

18

19 Me SONIA LeBEL :

20 Nous avons également le tableau à l'onglet 40. Tous  
21 ces tableaux-là ont été donnés aux parties, là, de  
22 façon préalable, je n'avais simplement pas fait le  
23 dépôt parce qu'on n'était pas dans une portion où  
24 je pouvais le faire, Madame la Présidente. Le  
25 tableau, c'est le tableau toujours la Ville de

1 Blainville - on s'adresse toujours à la même... au  
2 même événement. Alors c'est un tableau des services  
3 juridiques entre mil neuf cent quatre-vingt-treize  
4 (1993) et deux mille onze (2011). Toujours dans son  
5 témoignage, monsieur Cloutier a indiqué que le  
6 bureau d'avocats Déziel Paquin, qui a été plus tard  
7 fusionné avec Dunton Rainville, avait les mandats  
8 dans les circonstances qu'il a expliquées dans son  
9 témoignage, naturellement je ne le reprendrai pas,  
10 avait les mandats qui provenaient sous le règne de  
11 monsieur le maire Pierre Gingras et qu'à partir de  
12 l'élection de François Cantin, ce n'était plus le  
13 cas.

14 Alors, nous avons également obtenu des  
15 données empiriques sur les contrats, les mandats de  
16 services professionnels, et c'est illustré par le  
17 tableau selon le même code, le type de code de  
18 couleur, c'est-à-dire qu'au bas du tableau, vous  
19 pouvez voir les différentes firmes ayant eu des  
20 contrats dans la période mentionnée par le tableau  
21 et on a transposé, là, en valeur, naturellement, de  
22 services professionnels la part, si on veut, des  
23 différents tableaux. Alors, ce sera à vous  
24 d'apprécier et de faire parler ces tableaux dans  
25 votre rapport, Madame la Présidente.

1           Nous avons également un autre document qui  
2           est un rapport... Donc, 61P-683?

3 LA GREFFIÈRE :

4 C'est ça.

5 Me SONIA LeBEL :

6 Parfait.

7

8            61P-683 :      Tableau, Blainville - services  
9                            juridiques - de 1993 à 2011

10

11 Le prochain document, 61P-684, qui est à l'onglet  
12 41, c'est un rapport du vérificateur et états  
13 financiers pour l'exercice qui se terminait au  
14 trente et un (31) décembre mil neuf cent quatre-  
15 vingt-dix-sept (1997), toujours pour le Parti  
16 Action civique de Blainville et c'est directement  
17 relié au témoignage de monsieur Cloutier par  
18 rapport à cette élection-là particulière en mil  
19 neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997) et le fait  
20 qu'il ait reçu une somme d'argent qu'il avait pour  
21 mission, selon son témoignage, de blanchir, si on  
22 veut, avec des chèques.

23

24 61P-684 : Rapport du vérificateur et les états  
25 financiers pour le Parti de l'action

1                           civique de Blainville au 31 décembre  
2                           1997

3  
4       Alors ce rapport-là, qui démontre effectivement les  
5       dons qui ont été faits - c'est le rapport qui est  
6       produit par le Parti de l'Action civique de  
7       Blainville - donc, encore une fois, démontre les  
8       dons qui ont été faits et qui ont été déclarés,  
9       naturellement, au DGE à l'époque, et, encore une  
10      fois, ce sera à vous de le faire parler ou d'y  
11      accorder une valeur probante dans votre rapport.

12                   Ça termine la portion que j'aurais dû faire  
13      avant, mais qui a été retardée parce que nous  
14      étions en non-pub, et là je m'adresse  
15      particulièrement, si vous le permettez, à la  
16      requête de maître Tremblay.

17                   Nous avons reçu, donc, à neuf heures  
18      quatorze (9 h 14) ce matin, une transcription qui  
19      soutenait, dont maître Tremblay, sur laquelle  
20      maître Tremblay s'appuyait pour soutenir sa demande  
21      de réouvrir, si on veut, son contre-interrogatoire  
22      de monsieur Cloutier. Nous allons simplement vous  
23      demander de poser à maître Tremblay la question  
24      suivante. Il y a beaucoup de choses dans le  
25      transcript, c'est un transcript qui concerne,

1 simplement pour situer tout le monde, l'émission  
2 Enquête du treize (13) mai deux mille treize  
3 (2013), 24 heures... Pas Enquête. 24 heures en 60  
4 minutes, pardon, à laquelle prenait part Anne-Marie  
5 Dussault et, entre autres, les journalistes  
6 Isabelle Richer et Marie-Maude Denis. Je fais  
7 simplement le contexte parce qu'on en a parlé en  
8 non-publication tantôt.

9 Il y a beaucoup de choses dans cette  
10 transcription-là. J'aimerais simplement que ma  
11 collègue nous indique quelles portions de cette  
12 transcription l'intéressent, et sur quoi elle veut  
13 réinterroger, et qu'elle justifie cette demande,  
14 compte tenu qu'il y a eu contre-interrogatoire sur  
15 ces sujets-là.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Oui. Effectivement.

18 (11:55:00)

19 Me ESTELLE TREMBLAY :

20 Alors d'abord, je n'ai pas demandé de reprendre le  
21 contre-interrogatoire, mais de poursuivre la ligne  
22 de questions que j'ai faite hier, et pour laquelle  
23 on m'a dit que...

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Bien, ça s'appelle rouvrir un contre-

1 interrogatoire, là.

2 Me ESTELLE TREMBLAY :

3 Alors, la note, la partie que je veux déposer est  
4 la transcription d'une entrevue enregistrée, et  
5 cette portion-là se trouve aux pages 8, 9 de la  
6 transcription, que j'ai eue seulement ce matin,  
7 Madame Charbonneau. Je l'ai demandée au cours de la  
8 nuit, mais je l'ai eue seulement ce matin.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Ça va. Alors...

11 Me ESTELLE TREMBLAY :

12 Je l'ai envoyée immédiatement à ma consoeur.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Parfait. Alors, si je comprends bien, vous voulez  
15 contre-interroger sur la portion...

16 Me ESTELLE TREMBLAY :

17 De l'échange entre madame Marie-Maude Denis et  
18 monsieur Cloutier relativement à l'entente que  
19 monsieur Cloutier aurait eue avec monsieur  
20 Beaulieu.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Donc, ça part de... Parce que...

23 Me ESTELLE TREMBLAY :

24 Ça part de...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Nous avons également pris connaissance de ce que  
3 vous nous avez remis.

4 Me ESTELLE TREMBLAY :

5 Ça part de « Dussault », on l'écoute...

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Oui.

8 Me ESTELLE TREMBLAY :

9 « Denis », puis ça s'en va...

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Jusqu'à « Le final de ces mandats-là »?

12 Me ESTELLE TREMBLAY :

13 Jusqu'à la finale...

14 LA PRÉSIDENTE :

15 De ces deux mandats-là.

16 Me ESTELLE TREMBLAY :

17 C'est ça.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 C'est ça?

20 Me ESTELLE TREMBLAY :

21 Je dirais que ça irait jusqu'à « Dussault », page  
22 9, là, je n'avais pas l'intention d'introduire les  
23 déclarations d'Anne-Marie Dussault, ni de madame  
24 Coupal, ni d'Isabelle Richer, mais la transcription  
25 de l'échange...

1 LA PRÉSIDENTE :

2 O.K.

3 Me ESTELLE TREMBLAY :

4 ... que madame Denis a eu avec monsieur Cloutier.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Oui.

7 Me SONIA LeBEL :

8 Alors, je suis contente de voir que moi et ma

9 consoeur sommes sur la même longueur d'onde.

10 Effectivement, je pense que cette portion-là est

11 une portion qui peut justifier une telle demande...

12 LA PRÉSIDENTE :

13 O.K.

14 Me SONIA LeBEL :

15 ... ou, à tout le moins, qui est adéquate.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Oui.

18 Me SONIA LeBEL :

19 Nous avons d'ailleurs fait préparer, pour le

20 bien...

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Oui.

23 Me SONIA LeBEL :

24 ... le bien de ma collègue, compte tenu que c'est

25 sa demande, les transcriptions avec, en caviardant



1 les passages qui ne concernent pas la transcription  
2 de l'extrait vidéo qui a été présenté hier, et on  
3 va en faire distribuer une copie aux parties, et je  
4 pense qu'elle pourrait être disponible à l'écran,  
5 si je ne m'abuse.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Est-ce que ça vous convient, Maître Tremblay?

8 Me ESTELLE TREMBLAY :

9 Tout à fait, Madame la Présidente.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Parfait. Alors donc, je vous permets donc de  
12 rouvrir votre contre-interrogatoire sur cette  
13 portion-là qui concerne l'entrevue que monsieur  
14 Cloutier aurait donnée, ou a donnée à madame Marie-  
15 Maude Denis...

16 Me SONIA LeBEL :

17 La date de l'entrevue...

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Oui?

20 Me SONIA LeBEL :

21 ... je pense, n'est pas spécifiée dans l'extrait de  
22 reportage.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 O.K.

25

1 Me SONIA LeBEL :

2 On pourrait peut-être le situer, si ma consœur le  
3 sait.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Le savez-vous?

6 Me ESTELLE TREMBLAY :

7 Non.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Non? O.K. O.K.

10

11 GILLES CLOUTIER

12

13 LA GREFFIÈRE :

14 Alors Monsieur Cloutier, vous êtes toujours sous le  
15 même serment.

16

17 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ESTELLE TREMBLAY :

18 Q. **[1]** Alors, Monsieur Cloutier, hier je vous ai  
19 interrogé sur la déclaration que vous auriez faite  
20 à madame Marie-Maude Denis.

21 R. Voulez-vous parler un petit peu plus fort, s'il  
22 vous plaît?

23 Q. **[2]** Hier je vous ai...

24 R. J'ai des problèmes de prothèses à matin, là.

25 Q. **[3]** J'avais oublié. Alors hier, Monsieur Cloutier,

1 j'ai informé... je vous ai questionné sur une  
2 déclaration que vous auriez faite à madame Marie-  
3 Maude Denis relativement à l'entente que vous  
4 auriez faite avec monsieur Beaulieu pour la route  
5 Saint-Donat. Vous m'avez dit, « Je ne me souviens  
6 pas, je ne pense pas. » Alors, est-ce que vous avez  
7 donné une déclaration à madame Marie-Maude Denis  
8 relativement à l'entente de paiement que vous  
9 auriez eue avec monsieur Beaulieu?

10 R. Oui, il y a eu une entente.

11 Q. **[4]** Je vous demande si vous vous rappelez de la  
12 déclaration que vous avez donnée à madame Marie-  
13 Maude Denis, qui est journaliste à Radio-Canada.

14 R. Oui. Je lui avais dit qu'il y avait une entente.

15 Q. **[5]** Est-ce que vous pouvez me dire, Monsieur, quand  
16 est-ce que vous avez donné cette entrevue à la  
17 journaliste Marie-Maude Denis?

18 R. C'est au début de l'année... douze, l'année passée.

19 Q. **[6]** Est-ce que vous savez que vous avez été  
20 enregistré?

21 R. Je ne le sais pas.

22 Q. **[7]** Savez-vous que vous avez été filmé?

23 R. La dernière fois qu'on s'est rencontré avec  
24 beaucoup de mécontentement de ma part, il y avait  
25 une camionnette qui m'a filmé.

1 Q. **[8]** Vous avez dit que vous aviez été harcelé par  
2 madame Marie-Maude Denis, est-ce que vous vous  
3 souvenez de ça?

4 R. Oui.

5 Q. **[9]** Est-ce exact que vous êtes allé manger avec  
6 madame Marie-Maude Denis?

7 R. À ma deuxième rencontre, elle m'a invité à dîner,  
8 j'ai payé le lunch.

9 Q. **[10]** Est-ce que vous avez mangé du saumon?

10 R. Ah, bien là, je pense, c'était bon. Je ne sais pas  
11 si j'ai mangé du saumon.

12 Q. **[11]** Est-ce que l'entrevue s'est bien déroulée?

13 R. Oui, bien amicale.

14 Q. **[12]** Est-ce que vous avez donné votre version des  
15 événements à ce moment-là?

16 R. On a discuté de certaines choses, là. Puis je  
17 répondais à ses questions pas mal.

18 Q. **[13]** Lorsque vous avez été filmé et enregistré,  
19 est-ce que vous étiez dans un bon état pour donner  
20 les informations à madame Marie-Maude Denis?

21 R. C'était en hiver, j'étais dans un stationnement  
22 d'un Tim Hortons puis je me sentais mal à l'aise un  
23 peu parce que je vais là assez souvent ce  
24 restaurant-là puis tout le monde se demandait  
25 qu'est-ce qui se passait. Le monsieur a sorti de la

1        camionnette, les flashes, puis tout ça, puis là le  
2        monde a tout sorti du restaurant pour voir qu'est-  
3        ce qui se passait. Ça fait que j'étais un peu mal à  
4        l'aise avec, elle ne lâchait pas de me poser des  
5        questions.

6        Q. **[14]** Était-ce avant ou après le repas dont on a  
7        parlé tout à l'heure?

8        R. Ah, c'est peut-être dix, quinze jours après le  
9        repas.

10       Q. **[15]** Et lorsque vous avez été enregistré, vous  
11       aviez conscience de donner une entrevue à madame  
12       Marie-Maude Denis?

13       R. Vous parlez de la journée chez Tim Hortons?

14       Q. **[16]** Oui, vous aviez conscience que vous donniez  
15       une entrevue et que vous étiez enregistré?

16       R. Je n'avais pas conscience de donner une entrevue,  
17       elle me suivait comme une police, la filature, que  
18       j'appelle, qu'elle avait fait cinq, six fois  
19       auparavant, puis cette fois-là je sortais de Tim  
20       Hortons, elle s'est plaquée devant moi.

21       Q. **[17]** L'avez-vous réécouté cet enregistrement?

22       R. Elle était comme ça, là.

23       Q. **[18]** L'avez-vous réécouté cet enregistrement hier?

24       R. Hier soir j'ai écouté ça, oui.

25       Q. **[19]** Vous l'avez écouté. Alors, pourquoi m'avez-

1           vous dit, Monsieur Cloutier, que vous ne pensiez  
2           pas avoir donné votre version à madame Marie-Maude  
3           Denis?

4       R. Bien, j'ai donné un bout de la version, je n'ai pas  
5           tout donné.

6       Q. **[20]** Monsieur, vous aviez dit à madame...

7       R. J'ai discuté avec elle.

8       Q. **[21]** Vous aviez donné votre version. On va la  
9           regarder, votre version.

10      R. Si vous voulez parler de la version que je vous ai  
11         dit cette semaine ou la semaine passée, je lui en  
12         ai dit des choses, mais je me méfiais d'elle. Je ne  
13         lui ai pas tout dit. C'est ça que je veux essayer  
14         de vous faire dire, vous faire comprendre.

15      Q. **[22]** Alors, Monsieur, je vous suggère, je vous  
16         suggère encore une fois, Monsieur Cloutier, que  
17         vous avez raconté une toute autre histoire de pot-  
18         de-vin que celle dont vous avez témoigné le premier  
19         (1<sup>er</sup>) mai deux mille treize (2013), est-ce que c'est  
20         exact?

21      R. Ce n'est pas exact. Qu'est-ce que j'ai dit avec  
22         elle et qu'est-ce que j'ai dit c'est exact, c'est  
23         elle qui a trouvé les chiffres, qu'elle a dit... si  
24         vous voulez parler du programme d'hier soir.

25      Q. **[23]** Je veux parler de l'enregistrement que Radio-

1 Canada...

2 R. A fait ce matin-là, là.

3 Q. **[24]** ... a divulgué hier soir?

4 R. En janvier deux mille douze (2012)... deux mille  
5 douze (2012).

6 Q. **[25]** Oui, qui est l'enregistrement de votre  
7 déclaration à la journaliste?

8 R. Bon, c'était la même affaire que janvier deux mille  
9 douze (2012), hier au soir.

10 Q. **[26]** Vous l'avez écouté?

11 R. Je l'ai écouté hier soir, je ne me rappelle plus  
12 qu'est-ce que j'ai dit cette fois-là, on était  
13 assez mal placé dans le stationnement.

14 Q. **[27]** Monsieur Cloutier, je conclus...

15 R. J'ai parlé de beaucoup de choses qui étaient...  
16 (12:03:56)

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Maître Tremblay, si vous le voulez, nous pouvons  
19 faire jouer ce bout d'enregistrement...

20 Me ESTELLE TREMBLAY :

21 Oui.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 ... si ça vous convient.

24 Me ESTELLE TREMBLAY :

25 Oui, ça me convient.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Parfait.

3 ÉCOUTE DE L'ENTREVUE DE LA JOURNALISTE MARIE-MAUDE

4 DENIS DE RADIO-CANADA

5 FIN DE L'ÉCOUTE DE LA VIDÉO

6 Me ESTELLE TREMBLAY :

7 Est-ce qu'on produit le document sonore, Madame

8 Charbonneau? Moi, je vais demander la permission.

9 Me SONIA LeBEL :

10 Comme il a été introduit en preuve, effectivement,

11 je pense qu'on devrait le produire sous la cote

12 61P-685.

13 Me ESTELLE TREMBLAY :

14 Et pour ce qui est de la transcription?

15 Me SONIA LeBEL :

16 Si vous entendez l'utiliser, effectivement, on peut

17 la mettre en... joindre à la cote.

18 Me ESTELLE TREMBLAY :

19 Point 1, point 2.

20 Me SONIA LeBEL :

21 Exactement, comme on fait habituellement pour ce

22 genre de vidéo et de transcription.

23

24 61P-685.1 : Vidéo de 24h en 60 minutes, l'entrevue

25 accordée à Marie-Maude Denis



61P-685.2 : Transcription de l'entrevue accordée à  
Marie-Maude Denis

Me ESTELLE TREMBLAY :

Q. **[28]** Monsieur Cloutier, au cours de l'entrevue à la  
journaliste Marie-Maude Denis de Radio-Canada, vous  
avez relié le pot-de-vin de vingt-cinq mille  
dollars (25 000 \$) non pas à la route Saint-Donat  
mais à la réfection de la route de Sainte-Julienne.  
Est-ce que c'est exact, Monsieur, que vous avez dit  
ça?

R. De combien vous dites?

Q. **[29]** Vous avez relié le pot-de-vin de vingt-cinq  
mille dollars (25 000 \$) non pas à la route de  
Saint-Donat mais à la réfection de la route 125 à  
l'intérieur de Sainte-Julienne. C'est exact que  
vous avez dit ça à la journaliste?

R. Qu'il y avait un montant de quoi?

Q. **[30]** De vingt-cinq mille dollars (25 000 \$).

LA PRÉSIDENTE :

Q. **[31]** Monsieur Cloutier, ce que vous avez dit lors  
de l'enregistrement que vous venez juste de  
regarder, vous dites avoir donné un montant de  
vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) pour la

1           réfection de la Route 125. Est-ce que vous...

2           R. Bien, c'était...

3           Q. **[32]** Mais c'est exact que vous avez dit ça, là, à  
4           la journaliste?

5           R. J'ai peut-être dit ça à...

6           Q. **[33]** Madame Denis.

7           R. Le vingt-cinq mille piastres (25 000 \$), il y en a  
8           eu juste un, puis c'était pour la route Tremblant.  
9           C'est elle qui s'est trompée hier. Elle a tout  
10          mêlé les trois dossiers. Il y avait trois  
11          dossiers.

12          Q. **[34]** Oui mais...

13          R. Trois projets de routes, trois contrats différents.

14          Q. **[35]** Je comprends. Mais ce que vous avez dit à  
15          madame Marie-Maude Denis, c'est que c'était relié à  
16          la Route 125. C'est vous qui l'avez dit.

17          R. Tout le monde parlait dans cette période-là, Madame  
18          la Présidente, ils ne disaient pas Saint-Donat pour  
19          la route Tremblant, ils disaient Saint-Donat. Ce  
20          n'était pas Saint-Donat, puis ce n'était pas  
21          Sainte-Julienne, puis ce n'était pas Chertsey.  
22          C'était Tremblant. Le monde, le monde se mélangeait  
23          tous.

24          Q. **[36]** Quel est le lien entre la Route 125 et  
25          Saint-Donat ou Tremblant?

1 R. La route, là, de... Je vous explique, si vous  
2 voulez. La route part de l'autoroute 25. Premier  
3 village, Saint-Esprit; deuxième village,  
4 Sainte-Julienne; troisième village, Rawdon;  
5 quatrième village, Chertsey. Puis là il y a des  
6 petits villages sur les côtés. Puis la principale  
7 place après, c'est Saint-Donat. Là, du coin à  
8 Saint-Donat, aller jusqu'à Val-des-Lacs, Lac-  
9 Supérieur, c'est là la route que monsieur...

10 Q. **[37]** Qui porte quel numéro?

11 R. Elle ne porte plus un numéro. Tout le monde voulait  
12 qu'elle porte le nom de la route Chevrette. Puis  
13 monsieur Chevrette, il a refusé, dans ce temps-là.  
14 Là, aujourd'hui, elle porte le nom de... un nom  
15 commun, que je ne sais pas, tout petit, cinq mots,  
16 je pense.

17 Q. **[38]** Donc, il n'y a pas de lien entre cette route-  
18 là et la Route 125?

19 R. Du tout, du tout, du tout.

20 Q. **[39]** Bon. Alors, pourquoi...

21 R. Mais elle relie la route... La Route 125, elle  
22 relie la route qui mène à Val-des-Lacs. Vous  
23 comprenez? C'est le Parc Tremblant. La route a été  
24 faite à quatre-vingt-dix pour cent (90 %) dans le  
25 Parc Tremblant.

1 Q. **[40]** Donc, est-ce que c'est la Route 125 ou pas?

2 R. Ce n'est pas la Route 125 du tout.

3 Q. **[41]** Alors, pourquoi dites-vous à Marie-Maude Denis  
4 que cet argent-là a été donné pour la réfection de  
5 la Route 125?

6 R. Bien, l'argent du vingt-cinq mille (25 000 \$)?

7 Q. **[42]** Oui.

8 R. Je n'ai jamais dit ça à...

9 Q. **[43]** On va le réécouter, si vous voulez bien.

10 R. O.K.

11 Q. **[44]** Écoutez comme il faut ce que vous lui dites.

12 R. Oui.

13 (12:10:37)

14 RÉÉCOUTE D'UNE PARTIE DE L'ENTREVUE

15 LA PRÉSIDENTE :

16 On peut arrêter, maintenant.

17 Me ESTELLE TREMBLAY :

18 Q. **[45]** Alors, Monsieur Cloutier...

19 R. Oui?

20 Q. **[46]** ... madame Denis vous pose une question très  
21 précise. Elle dit : « Puis, est-ce qu'il y avait un  
22 contrat précis? » Et vous êtes précis dans votre  
23 réponse. Vous dites : « La réfection de la Route  
24 158 à Sainte-Julienne, avoir la subvention puis  
25 faire les travaux. - C'est quoi cette route-là?

1 - Bien, pas 158, 125. La Route 125 à Sainte-  
2 Julienne, dans le village. »

3 Monsieur Cloutier, je vous soumets que vous  
4 avez menti à la Commission le premier (1<sup>er</sup>) mai deux  
5 mille treize (2013), en parlant de la route Saint-  
6 Donat et en reliant un pot-de-vin à la route Saint-  
7 Donat. Je vous suggère, Monsieur Cloutier, que vous  
8 ne faites que des inventions.

9 R. Ce n'est pas une invention, puis je n'ai pas menti.  
10 Le vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) c'était pour  
11 la route de Tremblant, dans le Parc Tremblant. Il y  
12 avait des ententes pour Sainte-Julienne puis pour  
13 Chertsey.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Q. **[47]** Est-ce qu'il y avait plusieurs contrats?

16 R. Il y avait trois contrats.

17 Me ESTELLE TREMBLAY :

18 Q. **[48]** Monsieur...

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Je m'excuse. Juste pour essayer de comprendre.

21 Q. **[49]** Alors, vous dites qu'il y avait trois  
22 contrats. Est-ce qu'il y a eu...

23 R. Le premier...

24 Q. **[50]** Bon. Expliquez-nous donc les contrats.

25 R. Excusez. Le premier qui s'est développé, qui était

1 à développer, puis qui était pour se faire, c'est  
2 la route Tremblant. C'est là qu'on a eu la première  
3 entente, de cent mille dollars (100 000 \$), avec un  
4 acompte de vingt-cinq mille (25 000 \$). Les autres,  
5 il y avait une subvention qu'on attendait depuis un  
6 bon bout de temps. Monsieur Chevrette il a appelé  
7 un samedi matin, puis il me dit... c'est monsieur  
8 Beaulieu, puis il m'a passé monsieur Chevrette en  
9 disant : « On l'a depuis hier ta subvention. Je te  
10 remercie beaucoup », puis tout ça. Il dit :  
11 « Donne-moi donc le numéro de téléphone cellulaire  
12 de Marcel Jetté pour que je lui dise la nouvelle. »  
13 Je lui ai transmis le numéro de cellulaire à  
14 monsieur Jetté dans le même temps. Mais si vous  
15 revenez à dire que, il y a un autre contrat, si  
16 vous voulez parler du troisième, il était à  
17 Chertsey, pour une autre subvention un peu plus  
18 tard, sur la Route 125 tout le temps. C'est toute  
19 cette route-là qui est là. Quand tout le monde, ils  
20 parlent de la 125, la 125 va jusqu'à Saint-Donat.  
21 La route Tremblant, elle n'a pas de numéro de  
22 route; elle a un nom. Puis mon entente, c'était  
23 toujours sur le premier contrat qu'on commençait à  
24 faire, c'était la route dans le parc Tremblant,  
25 qu'on appelait la route de Mont-Tremblant, Val-des-

1 Lacs, Lac-Supérieur. Trente et un (31) kilomètres  
2 de long.

3 (12:14:59)

4 Me ESTELLE TREMBLAY :

5 Q. **[51]** Monsieur Cloutier, l'histoire que vous  
6 racontez à madame Marie-Maude Denis, est-ce que  
7 vous l'avez racontée aux enquêteurs de la  
8 Commission?

9 R. J'ai juste dit aux enquêteurs que Marie-Maude Denis  
10 me harcelait énormément, que je ne voulais plus la  
11 voir, puis j'ai fait une plainte officielle à  
12 Marteau comme quoi que chaque place, chaque fois  
13 que je changeais de place dans ma région, elle  
14 était toujours devant moi.

15 Q. **[52]** Vous ne répondez pas à ma question, Monsieur  
16 Cloutier.

17 R. Bien...

18 Q. **[53]** Je vous demande si l'histoire que vous  
19 racontez à madame Marie-Maude Denis a été racontée  
20 aux enquêteurs de la Commission avant votre  
21 témoignage.

22 R. Bien je l'ai... Je l'ai sûrement racontée aux  
23 enquêteurs. J'ai signé un document pour ça.  
24 Assermenté. Que Marteau a.

25 Q. **[54]** Quand vous dites...

1 R. Comme quoi qu'elle me harcelait.

2 Q. **[55]** Quand vous dites « J'ai sûrement », vous  
3 faites une déduction.

4 R. Mais ce n'est pas... Là, là, ce n'est pas  
5 sûrement...

6 Q. **[56]** Ce n'est pas un souvenir.

7 R. C'est vrai.

8 Q. **[57]** Je vous demande si vous avez raconté ça aux  
9 enquêteurs de la Commission d'enquête sur l'octroi  
10 et la gestion des contrats publics dans l'industrie  
11 de la construction.

12 R. Je devrais leur en avoir parlé.

13 Q. **[58]** Devrait, Monsieur, ça veut dire que vous  
14 faites une déduction?

15 R. Bien, devrait... J'ai rempli ça d'épais de papiers  
16 avec eux pendant cinq mois. On a travaillé comme  
17 des fous. Tous les trois, là. Monsieur Éric Roy,  
18 Dario Noël puis moi. Puis ils m'ont demandé de  
19 faire mes devoirs. Je passais les fins de semaine à  
20 monter des dossiers pour la Commission, pour eux,  
21 puis ils vérifiaient. Puis là ils m'ont demandé de  
22 les signer, ils m'ont demandé d'être assermenté.

23 Q. **[59]** Donc, vous me dites que vous avez fait une  
24 déclaration...

25 R. Je ne me souviens pas, dans tout ce paquet-là...



1 Q. [60] ... écrite de ça, Monsieur.

2 R. Je ne me souviens pas, dans tout ce paquet-là, si  
3 je leur ai conté ça. Je devrais leur avoir raconté  
4 ça. Pour ça que je vous dis « devrais ». Je suis au  
5 futur, là.

6 Q. [61] Est-il exact, Monsieur, que vous n'avez pas  
7 raconté...

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Maître Tremblay, Maître Tremblay, je vais vous  
10 demander de baisser le ton, s'il vous plaît.

11 Me ESTELLE TREMBLAY :

12 Oui.

13 Q. [62] Est-il... C'est parce qu'il a de la misère à  
14 entendre. C'est pour ça que j'ai monté le ton.

15 R. Non, c'est parce que vous parliez trop fort, dans  
16 le moment.

17 Q. [63] Parfait. Alors là je vais...

18 R. Mais tout à l'heure, je ne vous entendais pas du  
19 tout.

20 Q. [64] Alors, Monsieur, est-il...

21 R. Vous n'avez pas l'équilibre, Madame.

22 Q. [65] Est-il exact, Monsieur, que vous n'avez pas  
23 témoigné de cette histoire devant la Commission le  
24 premier (1<sup>er</sup>) mai deux mille treize (2013)?

25 R. Je ne me souviens pas.

1 Q. [66] Vous ne vous souvenez pas de votre témoignage.

2 R. Bien, je m'en souviens...

3 LA PRÉSIDENTE :

4 De quelle histoire?

5 R. ... à quatre-vingts pour cent (80 %), là.

6 Me ESTELLE TREMBLAY :

7 Q. [67] Cette histoire que vous racontez à madame

8 Marie-Maude Denis, est-il exact que vous n'en avez

9 pas témoigné le premier (1<sup>er</sup>) mai, ni le deux (2)

10 mai deux mille treize (2013)?

11 R. Que j'ai parlé de Marie-Maude Denis à la

12 Commission?

13 Q. [68] Cette histoire que vous racontez.

14 R. Cette histoire. Je ne le sais pas du tout. Je ne

15 m'en souviens pas.

16 Q. [69] En avez-vous témoigné, Monsieur?

17 R. J'ai parlé de Marie-Maude Denis ici, mais je ne me

18 souviens pas, là, qu'est-ce que j'ai dit.

19 Q. [70] Donc, vous ne vous souvenez pas qu'au cours de

20 votre témoignage, vous avez raconté cette histoire

21 que vous racontez à madame Marie-Maude Denis?

22 R. Bien, je ne me souviens pas... J'ai parlé à Marie-

23 Maude Denis, ça a duré... Je l'ai rencontrée à deux

24 reprises, puis les autres reprises, c'était deux

25 minutes. « Ôte-toi de dans mes jambes, toi, je ne

1           veux plus te parler. »

2       Q. [71] Quand vous parlez à madame Marie-Maude Denis,  
3           vous parlez non pas d'une entente de cent mille  
4           dollars (100 000 \$) avec monsieur Beaulieu, mais  
5           d'une entente de quatre-vingt mille dollars  
6           (80 000 \$).

7       R. Ça serait peut-être plus intéressant si vous auriez  
8           un autre témoin pour poser ces questions-là, qui  
9           était mon ex. Elles se sont mis bien amies  
10          ensemble.

11      Q. [72] J'aimerais savoir, Monsieur, c'est vous qui  
12          avez supposément fait l'entente avec monsieur  
13          Beaulieu. Avez-vous fait une entente de cent mille  
14          dollars (100 000 \$) ou de quatre-vingt mille  
15          dollars (80 000 \$) avec monsieur Beaulieu?

16      R. Sur quelle route que vous parlez?

17      Q. [73] Je vous demande si vous avez fait une entente  
18          de paiement avec monsieur Beaulieu, de cent mille  
19          dollars (100 000 \$) ou de quatre-vingt mille  
20          dollars (80 000 \$), pour n'importe quelle route,  
21          Monsieur.

22      R. Bien là, là, ce n'est pas pareil. Il y avait des  
23          montants différents dans chacune des routes. Je  
24          vous demande sur quelle route que j'ai parlé de  
25          cent mille dollars (100 000 \$)?

1 Q. [74] Monsieur, est-ce que vous dites que vous avez  
2 donné cent quatre-vingt mille dollars (180 000 \$) à  
3 monsieur Beaulieu?

4 R. Je n'ai jamais, jamais, jamais, jamais dit ça.

5 Q. [75] Dites-vous que vous avez donné cinquante mille  
6 (50 000) à monsieur Beaulieu?

7 R. Jamais, jamais, jamais dit ça.

8 Q. [76] Alors, est-ce qu'on se comprend que monsieur  
9 Beaulieu n'aurait eu que vingt-cinq mille dollars  
10 (25 000 \$)?

11 R. Exactement.

12 Q. [77] Bon. Et il n'y aurait qu'un montant au total,  
13 cent mille dollars (100 000 \$)?

14 R. Bien, je ne le sais pas. Après ça j'ai laissé  
15 Roche, puis... Pas... Je veux dire, ce n'était plus  
16 moi qui étais responsable du dossier, c'était le  
17 directeur du bureau, Yves Lortie. C'est lui qui  
18 s'occupait de payer la différence.

19 Q. [78] Et est-ce que le contrat avait une valeur de  
20 vingt millions (20 M) ou de trois point cinq  
21 millions (3,5 M), le contrat pour lequel vous étiez  
22 supposé payer vingt-cinq mille dollars (25 000 \$)?

23 R. C'est un contrat de vingt et un kilomètres point  
24 huit (21,8)... excusez, trente et un kilomètres  
25 point huit (31,8).

1 Q. **[79]** Monsieur, vous dites à Marie-Maude Denis que  
2 la valeur du contrat est de trois point cinq  
3 millions (3,5 M), trois millions et demi (3,5 M)?

4 R. Là, on ne parle pas du même contrat.

5 Q. **[80]** Monsieur, est-ce que...

6 R. Si vous me parlez de Beaulieu, on ne parle pas du  
7 même contrat.

8 Q. **[81]** Monsieur, est-ce que les interventions que  
9 vous imputez à monsieur Chevrette lorsque vous  
10 parlez à madame Marie-Maude Denis sont différentes,  
11 totalement différentes de celles que vous avez  
12 décrites dans votre témoignage?

13 R. Bien, je trouve que ce n'est pas différent, c'est à  
14 peu près la même affaire.

15 Q. **[82]** Dans votre témoignage...

16 R. Qu'est-ce qui est arrivé, c'est arrivé, puis je lui  
17 ai conté qu'est-ce qui était arrivé.

18 Q. **[83]** Monsieur Cloutier, dans votre témoignage ici,  
19 j'étais présente, tout le monde était présent, nous  
20 avons entendu monsieur Cloutier dire que monsieur  
21 Chevrette était intervenu pour la nomination d'un  
22 comité de sélection. Ici vous dites à madame Marie-  
23 Maude Denis une autre intervention, une autre sorte  
24 d'intervention, « avoir la subvention ». Alors,  
25 Monsieur...

1 R. Là, là, vous mélangez absolument, absolument tout.  
2 Puis Marie-Maude Denis, elle a mélangé tout hier au  
3 soir. Le contrat de la route Tremblant jusqu'à Lac-  
4 Supérieur, c'était un contrat forfaitaire. Puis  
5 Gilles Beaulieu nous a demandé cent mille piastres  
6 (100 000 \$) de nous aider envers Guy Chevrete pour  
7 avoir ça. Puis quand vous parlez du comité, c'est  
8 moi, Gilles Cloutier, qui ai choisi les personnes,  
9 puis j'ai été faire approuver par monsieur  
10 Chevrete dans un restaurant à Montréal.

11 Q. [84] Pourriez-vous, s'il vous plaît, parce que ça  
12 c'est une nouvelle affaire...

13 R. Bien, dans un restaurant à Montréal on s'est tous  
14 rencontré avec les gens de son cabinet.

15 Q. [85] Madame Blanchette, pourriez-vous montrer au  
16 témoin sa version du premier (1<sup>er</sup>) mai deux mille  
17 treize (2013), page 175, lignes 2 à 8.

18 R. On ne peut pas dire des petits bouts puis des  
19 grands bouts tout le temps. On a eu une autre  
20 rencontre, on a eu peut-être vingt-cinq (25)  
21 rencontres.

22 Q. [86] Attendez les questions, Monsieur.

23 R. Puis vous n'étiez pas là.

24 Q. [87] Bien sûr. Page 175, lignes 2 à 8. Alors, vous  
25 dites :

1                   ... puis ça a pris peut-être deux ou  
2                   trois semaines. J'ai vu monsieur  
3                   Chevrette entre-temps puis, monsieur  
4                   Chevrette, il m'a demandé, il dit :  
5                   « Tu sais, on a un bon ami en commun,  
6                   qui reste dans la montagne, un domaine  
7                   puis tout ça. Si c'est possible, il  
8                   dit, j'aimerais ça que c'est lui qui  
9                   ait le contrat de construction. »

10           Voyez-vous ce que vous dites, là, ce que vous avez  
11           dit le premier (1<sup>er</sup>) mai?

12           R. Oui, oui, c'est ça.

13           Q. **[88]** On va regarder maintenant...

14           Me SONIA LeBEL :

15           Je m'excuse.

16           R. C'est ça que j'ai dit.

17           (12:22:46)

18           Me SONIA LeBEL :

19           Je m'excuse, Madame la Commissaire, je pense qu'il  
20           va falloir le mettre en contexte. Ça c'est par  
21           rapport à l'embauche de Desjardins, la suite.

22           LA PRÉSIDENTE :

23           Vous avez raison, Maître.

24           Me SONIA LeBEL :

25           La suite, la suite du contrat de Saint-Donat, on

1 n'est plus du tout au comité de sélection.

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Non, c'est le comité de sélection, Maître Tremblay,  
4 et il a parlé du comité de sélection.

5 Me ESTELLE TREMBLAY :

6 Oui, mais pas dans l'entrevue de Marie-Maude Denis.

7 Me SONIA LeBEL :

8 Oui, mais là c'est parce qu'on fait référence...

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Non, mais ce n'est pas ça que vous lui demandez,  
11 vous lui demandez s'il en a parlé avant dans son  
12 témoignage. Et vous le mettez en contradiction avec  
13 autre chose que le comité de sélection.

14 Me ESTELLE TREMBLAY :

15 Oui, c'est vrai, j'avais changé mon sujet.

16 Me SONIA LeBEL :

17 Bien...

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Mais le témoin ne le sait pas, là, parce que vous  
20 l'avez mis en contradiction avec le comité de  
21 sélection.

22 Me ESTELLE TREMBLAY :

23 Q. [89] Parfait. Je vais lui faire la mise en garde.

24 Monsieur, vous avez dit que monsieur Chevrette  
25 était intervenu dans le contrat de construction?



1 R. Ah, recommencez un petit peu plus fort.

2 Q. [90] Vous avez dit que monsieur Chevrette était  
3 intervenu pour que son bon ami, qui reste dans la  
4 montagne, ait le contrat de construction de la  
5 route Saint-Donat. Vous avez dit ça?

6 R. Oui.

7 Q. [91] Vous le lisez comme moi?

8 R. Bien, c'est ça que je dis, là.

9 Q. [92] Bon. Pourriez-vous, Madame Blanchette, lui  
10 montrer la pièce 61P-185.2, la transcription.  
11 Alors, vous décrivez l'intervention de monsieur  
12 Chevrette comme ceci :

13 C'était pour... euh, Chevrette, qu'il  
14 fasse les choses ensuite, là, c'est  
15 moi, j'sais pas ce qui se disait entre  
16 Beaulieu puis Chevrette, c'était deux  
17 grands chums, c'est lui qui était  
18 autour de ça.

19 R. À quelle place que vous êtes rendue?

20 Q. [93] Est-ce que vous vous souvenez d'avoir dit ça?

21 R. Mais là, je n'ai seulement pas lu ce que vous avez  
22 dit.

23 Q. [94] En haut. Plus bas, Madame Blanchette. Vous  
24 voyez à côté de « Cloutier »?

25 R. Oui, oui.

1 Q. [95] Ce n'était pas pour Gilles Beaulieu.  
2 Gilles Beaulieu était chum avec  
3 Chevrette.

4 R. Oui.

5 Q. [96] C'était pour eux, Chevrette, qu'il  
6 fasse les choses ensuite, là. C'est  
7 moi. Je le sais pas ce qui se disait  
8 entre Beaulieu puis Chevrette. C'était  
9 deux grands chums. C'est lui qui était  
10 autour de ça.

11 Vous me suivez?

12 R. Oui.

13 Q. [97] On continue.

14 Puis est-ce qu'il y avait un contrat  
15 précis? Est-ce que?

16 Vous répondez :

17 La réfection de la Route 158 à  
18 Sainte-Julienne, avoir la subvention  
19 puis faire les travaux.

20 Là, il n'est pas question du bon ami ici.

21 R. Ça, c'est toute une autre histoire complètement.

22 Q. [98] Puis il n'est pas question non plus...

23 R. Entre le paragraphe 1...

24 Q. [99] ... d'un comité de sélection?

25 R. ... puis le paragraphe 3.

1 Q. [100] Bon. On continue.

2 C'est quoi cette route-là?

3 C'est, bien, pas 158...

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Je m'excuse, Maître Tremblay. J'ai moi-même de la  
6 difficulté à vous suivre. Qu'est-ce que vous voulez  
7 mettre en contradiction avec quoi exactement?

8 Me ESTELLE TREMBLAY :

9 Ce que je veux dire au témoin, puis ce que je veux  
10 lui faire reconnaître, c'est qu'ici, on parle d'un  
11 autre type d'intervention de monsieur Chevrette,  
12 d'une façon différente. On ne parle pas du comité  
13 de sélection, on parle d'une subvention. On ne  
14 parle pas non plus d'un ami sur la montagne qui  
15 devra avoir un contrat. On parle de travaux. Alors,  
16 je veux que le témoin reconnaisse que les  
17 interventions qu'il décrit à madame Marie-Maude  
18 Denis sont essentiellement différentes des  
19 interventions dont il a témoigné devant vous.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Oui, Maître.

22 Me SONIA LeBEL :

23 Je pense que ce qu'on essaie de faire, c'est mettre  
24 le témoin en contradiction sur deux contrats  
25 différents. Il l'a bien dit depuis tantôt. Ce n'est

1 pas la même histoire. Et même à la fin du reportage  
2 dont on a fait l'écoute ce matin, à la fin il nous  
3 dit, quand elle lui demande : « La route de  
4 Saint-Donat? », et là il lui dit : « La route de  
5 Saint-Donat, c'est un autre dossier. J'en ai assez,  
6 tu devrais voir Yves Lortie, c'est lui qui a fait  
7 la finale de ces deux mandats-là. »

8 Et devant la Commission, il a témoigné  
9 effectivement sur le contrat de la route de  
10 Saint-Donat. Il n'a pas témoigné de façon extensive  
11 sur le contrat de la route Sainte-Julienne. Et  
12 quand il nous parle depuis tantôt qu'il y a trois  
13 contrats, peut-être il faudrait lui faire préciser  
14 cette version-là, parce qu'il l'a lui-même dit, il  
15 l'a dit dans le reportage. Et je pense qu'on tente  
16 de le mettre en opposition sur deux versions qui ne  
17 concordent pas, à leur face même, il est exact,  
18 mais elles ne concordent pas parce qu'on parle de  
19 deux événements différents.

20 Et dans le cadre du reportage, on dit bien  
21 « la route de Sainte-Julienne » qui passe à travers  
22 de Sainte-Julienne. Et à la fin quand Marie-Maude  
23 Denis lui demande de parler de Saint-Donat, elle  
24 lui dit... il lui dit : « C'est un autre dossier. »  
25 Il faudrait peut-être commencer par remettre les

1 paramètres au bon endroit et par la suite, on  
2 pourra mettre en contradiction s'il y a des  
3 contradictions.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Alors, Maître Tremblay, ce que j'aimerais que vous  
6 puissiez faire, parce que c'est tout à fait votre  
7 droit de le faire, et il n'y a aucun problème avec  
8 ça, c'est si vous avez des contradictions à mettre  
9 en évidence dans le témoignage du témoin d'un  
10 événement par rapport au même événement, mais si  
11 vous faites, vous mettez le témoin en contradiction  
12 avec un événement par opposition à un autre, ça ne  
13 fonctionne pas. Vous comprenez ce que je veux dire?

14 Me ESTELLE TREMBLAY :

15 C'est parce que... Je vais reprendre ma question,  
16 je pense.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Parfait.

19 Me ESTELLE TREMBLAY :

20 Parce que je ne voudrais pas discuter devant le  
21 témoin. Je pense que ce n'est pas une bonne chose  
22 pour mon contre-interrogatoire...

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Bon. Parfait.

25

1 Me ESTELLE TREMBLAY :

2 ... de discuter devant le témoin.

3 Q. **[101]** Alors, Monsieur Cloutier, on a vu qu'il y a  
4 l'événement de la route Saint-Donat puis on... On a  
5 vu qu'il y a l'événement de la route Saint-Donat,  
6 puis à l'événement de la route Sainte-Julienne dont  
7 vous n'aviez pas témoigné.

8 R. Que je n'étais pas?

9 Q. **[102]** Dont vous n'avez pas témoigné. Vous n'avez  
10 pas témoigné de l'événement de la route  
11 Sainte-Julienne jusqu'à maintenant?

12 R. Je ne pense pas. On a parlé de... On a parlé de  
13 l'exemple de Sainte-Julienne, mais il y a eu des  
14 travaux dans les mêmes années que je faisais les  
15 élections, puis l'exemple qu'on s'est servi dans  
16 mon témoignage, on a pris Sainte-Julienne pour  
17 expliquer comment on fait des clés en main, puis  
18 des élections.

19 Q. **[103]** Oui. Mais ici, vous dites à madame Marie-  
20 Maude Denis que vous avez donné un pot-de-vin à  
21 monsieur Chevrette pour la route Sainte-Julienne.

22 R. Je n'ai jamais, jamais, jamais dit ça. Je n'ai  
23 jamais donné un sou à monsieur Chevrette. Je l'ai  
24 répété ici.

25 Q. **[104]** Bon. Alors, vous dites que vous n'avez pas

1           donné à monsieur Chevrette?

2           R. Je ne donne jamais d'argent à un maire ou à un  
3           ministre, ou d'autre chose de même. Il y a toujours  
4           du monde autour pour ça.

5           Q. **[105]** Parfait. Donc, comme vous n'avez pas donné à  
6           monsieur Chevrette, vous avez quand même dit que  
7           vous avez donné à monsieur Gilles Beaulieu pour  
8           monsieur Chevrette? C'est ce que vous dites à  
9           madame?

10          R. Je n'ai jamais dit que c'était pour monsieur  
11          Chevrette. C'était deux êtres humains, Beaulieu  
12          puis Chevrette. Beaulieu, c'est son grand ami. J'ai  
13          dit : « Beaulieu, t'es-tu capable de parler avec  
14          monsieur Chevrette pour qu'on aie ça, ces choses-  
15          là? » Il dit : « Oui, je suis ton homme. » Puis on  
16          a pris des arrangements. Ça a été tout.

17          Q. **[106]** Monsieur Cloutier...

18          R. Ça ne veut pas dire... Je n'ai pas donné un sou à  
19          Chevrette du tout, du tout.

20          Q. **[107]** Vous n'avez pas donné un sou à Chevrette?

21          R. Jamais.

22          Q. **[108]** Bon. Puis à monsieur Beaulieu, vous lui avez  
23          donné vingt-cinq mille dollars (25 000 \$)?

24          R. Ça c'est à un autre moment, oui.

25          Q. **[109]** Pourquoi?

1 R. Bien, pour la route de...

2 Q. **[110]** Pour quel contrat?

3 R. Pour la route de Saint-Donat.

4 Q. **[111]** Pour la route de Saint-Donat?

5 R. Ça fait quatre fois que je vous le dis.

6 Q. **[112]** Bon. Mais ici, vous dites que vous avez donné  
7 vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) à monsieur  
8 Gilles Beaulieu pour la route de Sainte-Julienne.

9 R. Jamais. Jamais.

10 Q. **[113]** C'est ça qui est écrit, là.

11 R. Oui, mais c'est elle qui a écrit ça.

12 Q. **[114]** Bien non, c'est votre...

13 R. Elle a le droit de dire qu'est-ce qu'elle veut,  
14 elle.

15 Q. **[115]** C'est vous qui le dites, Monsieur Cloutier.

16 R. Marie-Maude Denis, elle a dit toutes sortes  
17 d'affaires. Là, elle répétait ça. Moi je vous dis  
18 que...

19 Q. **[116]** J'aimerais qu'on fasse entendre au témoin  
20 l'enregistrement sonore 61P-185.1.  
21 (12:31:06)

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Attendez juste un instant.

24 Q. **[117]** Vous allez écouter, Monsieur Cloutier,  
25 l'enregistrement, et vous allez voir qu'à un moment



1           donné vous parlez de la Route 158. Et après ça,  
2           vous vous reprenez et vous dites : « Non, c'est  
3           pour la Route 125. »

4           R. C'est une erreur que j'ai faite. 158, elle n'est  
5           pas là du tout, cette route-là. Elle n'est pas dans  
6           ce tracé-là.

7           Q. **[118]** Mais à ce moment-là, vous lui dites que c'est  
8           la Route 125.

9           R. Exact.

10          Q. **[119]** Pour laquelle vous avez donné vingt-cinq  
11          mille dollars (25 000 \$).

12          R. On parlait de la Route 125, mais on était supposés  
13          se faire donner, prendre une autre entente, là,  
14          parce que l'autre était réglée, le Mont-Tremblant,  
15          je veux dire, la route Tremblant. Puis là, on avait  
16          une autre entente que, pour avoir la subvention,  
17          s'occuper de tout ça, toute la patente, puis nous  
18          arranger ça le plus tôt possible, ça nous coûterait  
19          vingt-cinq mille dollars (25 000 \$).

20          Q. **[120]** Donc, vous admettez avoir dit à Marie-Maude  
21          Denis que vous aviez donné vingt-cinq mille dollars  
22          (25 000 \$) pour la réfection de la Route 125?

23          R. Exactement.

24          Q. **[121]** Bon. Maître Tremblay?

25

1 Me ESTELLE TREMBLAY :

2 Q. **[122]** Mais vous n'avez pas donné vingt-cinq mille  
3 dollars (25 000 \$)...

4 R. Je n'ai pas donné...

5 Q. **[123]** ... pour la réfection de la Route 125 à  
6 Sainte-Julienne?

7 R. Non. On n'était pas rendus là. Je n'étais pas rendu  
8 là. Je n'ai jamais donné un sou à...

9 Q. **[124]** Moi j'aimerais que le témoin réécoute, quand  
10 même, sa déclaration.

11 R. Je l'ai écoutée deux fois.

12 Q. **[125]** C'est bien. Alors, on va regarder la  
13 transcription, pour que vous puissiez la lire.

14 C'est encore plus clair. Alors, vous allez à  
15 Denis... Un peu plus haut, Madame Blanchette.

16 Denis :

17 Q. Vingt-cinq mille dollars  
18 (25 000 \$), puis c'était pour Gilles  
19 Beaulieu?

20 C'est clair, ça, hein?

21 R. Je cherche la place, là.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Non, non, c'est Marie-Maude Denis qui dit vingt-  
24 cinq mille dollars (25 000 \$).

25

1 Me ESTELLE TREMBLAY :

2 Denis, oui.

3 R. En haut de vingt-cinq mille (25 000 \$), puis  
4 c'était pour Gilles Beaulieu?

5 Q. **[126]** « Puis c'était pour Gilles Beaulieu? »

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Ce n'était pas pour... Maître Tremblay, c'est parce  
8 que si on lit, c'est écrit Cloutier dit : « Ce  
9 n'était pas pour Gilles Beaulieu. »

10 Me ESTELLE TREMBLAY :

11 Vous êtes à quelle ligne, Madame?

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Bien, à Cloutier. Vous avez Denis, Cloutier dit  
14 « vingt-cinq (25) », Denis dit : « Vingt-cinq mille  
15 (25 000 \$), c'était pour Gilles Beaulieu? » Ça  
16 c'est Denis, madame Denis.

17 Me ESTELLE TREMBLAY :

18 Oui, c'est ça. C'est ce que je dis.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Mais Cloutier, monsieur Cloutier dit : « Ce n'était  
21 pas pour Gilles Beaulieu. »

22 Me ESTELLE TREMBLAY :

23 C'est ça. Je veux continuer.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 O.K.

1 Me ESTELLE TREMBLAY :

2 Q. **[127]** R. Ce n'était pas pour Gilles  
3 Beaulieu. Gilles Beaulieu, il était  
4 chum avec Chevrette. C'était Chevrette  
5 qui fasse les choses ensuite, là.  
6 C'est, moi je le sais pas ce qu'ils  
7 disaient entre Beaulieu puis  
8 Chevrette, c'est deux grands chums.  
9 C'est lui qui était autour de ça.

10 Moi, ce que je comprends, Monsieur Cloutier, c'est  
11 que vous avez donné vingt-cinq mille dollars  
12 (25 000 \$) à monsieur Beaulieu pour monsieur  
13 Chevrette, pour la réfection de la Route 158 à  
14 Sainte-Julienne, que vous avez après requalifiée  
15 comme étant la Route 125. Moi je comprends ça de  
16 cette déclaration-là.

17 R. Bien, moi, je la vois là.

18 Q. **[128]** Je ne comprends pas que vous avez donné...

19 R. Ça fait trois fois que je la vois là, puis, moi, je  
20 ne la comprends pas comme ça. C'est écrit comme ça,  
21 mais ce n'est pas ça qui est arrivé. La Route 125,  
22 il nous a demandé cent mille (100 000 \$) pour ça,  
23 puis il nous a demandé les autres montants pour  
24 Sainte-Julienne puis pour Chertsey. C'est clair  
25 comme de l'eau de roche.

1 Q. **[129]** Monsieur, je vous suggère que vous avez  
2 inventé cette histoire à madame Denis qui est là.

3 R. Madame Denis...

4 Q. **[130]** Est-ce que vous l'avez inventée, cette  
5 histoire-là?

6 R. Madame Denis, là, elle me posait toutes sortes de  
7 questions, puis je ne savais pas bien bien avec qui  
8 je parlais. Puis, je pense, j'avais le droit de lui  
9 dire « Hé! Toi, c'est assez. Va-t-en ». Je pense  
10 que j'étais... Elle me demandait toutes sortes de  
11 choses.

12 Q. **[131]** Donc...

13 R. On n'a pas parlé rien que de ça, là. On a parlé de  
14 bien d'autres choses, mais, elle, elle a sorti  
15 qu'est-ce qu'elle voulait sortir.

16 Q. **[132]** Donc, ça, c'est inventé, cette histoire-là?

17 R. Mais, pas tout inventé, mais il y a des mots qui  
18 ont été inventés par elle.

19 Q. **[133]** Non, mais vous, là, dans ce que vous dites,  
20 là, est-ce qu'il y a des choses qui sont inventées?

21 R. Non.

22 Q. **[134]** Il n'y a rien qui a été inventé là-dedans?

23 R. Non.

24 Q. **[135]** Bon. Puis dans ce que vous nous avez dit  
25 devant la Commission, est-ce qu'il y a quelque

1 chose d'inventé?

2 R. Je n'ai pas inventé d'autres choses à la Commission  
3 non plus.

4 Q. **[136]** Non. Moi, je vous suggère, Monsieur, que cet  
5 argent-là vous l'avez mis dans vos poches.

6 R. Bien, voyons donc, vous!

7 Q. **[137]** Vous l'avez mis dans vos poches parce que  
8 vous vouliez extorquer Roche, Monsieur.

9 R. Vous n'avez pas le droit de dire ça.

10 Q. **[138]** Je n'ai pas le droit de dire ça?

11 R. C'est faux, je n'ai jamais pris...

12 Q. **[139]** C'est faux!

13 R. ... le vingt-cinq mille (25 000 \$).

14 Q. **[140]** Parfait. Vous avez dit toute la vérité,  
15 Monsieur?

16 R. Je vous dis toute la vérité, puis je jure  
17 aujourd'hui devant la Commission que je n'ai pas  
18 pris un sou sur ça, puis j'en prendrai pas non  
19 plus, j'en ai jamais pris chez Roche, j'en ai  
20 jamais pris chez Dessau.

21 Q. **[141]** Vous avez été propriétaire d'une résidence au  
22 24 rue de la Sentinelle à Blainville, est-ce que  
23 c'est exact?

24 (12:36:18)

25

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Q. **[142]** Avant qu'on change de sujet, là, est-ce que  
3 je crois comprendre de vos propos que vous avez  
4 versé un vingt-cinq mille (25 000 \$) pour le projet  
5 Saint-Donat à monsieur Beaulieu une fois. Avez-vous  
6 regardé la possibilité d'en verser un autre pour un  
7 autre projet? C'est ça dans les faits, mais ça ne  
8 s'est pas concrétisé. Bon.

9 R. Exactement.

10 Q. **[143]** Donc, c'est essentiellement ça, là, toute  
11 cette grande...

12 R. Exactement.

13 Q. **[144]** ... conversation-là. Et cet autre projet,  
14 c'était Sainte-Julienne.

15 R. C'est ça, puis Chertsey après.

16 Q. **[145]** Et ça ne s'est pas concrétisé.

17 R. Non.

18 Q. **[146]** C'est seulement Saint-Donat qui s'est  
19 concrétisé.

20 R. C'est ça.

21 Q. **[147]** Bon.

22 R. Exactement, vous avez bien compris.

23 Me SONIA LeBEL :

24 Et avant qu'on entreprenne un autre sujet, l'objet  
25 de la demande était sur un sujet précis des

1       transcriptions et on a justifié la demande sur un  
2       sujet précis des transcriptions. Alors, j'aimerais  
3       peut-être qu'on prenne la pause et peut-être que ma  
4       collègue pourra vous justifier si elle veut  
5       réouvrir plus avant parce que vous avez autorisé  
6       sur l'extrait qui était hier devant... devant  
7       l'émission « 24 heures en 60 minutes » et comme on  
8       a déjà eu l'occasion de contre-interroger sur  
9       plusieurs autres sujets, j'aimerais simplement que  
10      l'on vous présente les arguments et vous pourrez  
11      décider, Madame la Présidente, si on continue,  
12      effectivement. Mais, comme il est de toute façon  
13      midi trente (12 h 30), on peut peut-être prendre  
14      l'occasion d'arrêter.

15      Me ESTELLE TREMBLAY :

16      J'ai... ma consœur hier soir a accepté certains  
17      documents qui ont trait à la faillite du témoin.  
18      J'ai d'autres documents puis je voulais fermer cet  
19      aspect-là avant que le témoin quitte.

20      Me SONIA LeBEL :

21      Bon. « D'autres documents », j'en ai reçu un hier  
22      soir, donc peut-être qu'on pourrait prendre la  
23      pause du lunch pour que vous me présentiez les  
24      autres.

25



1 Me ESTELLE TREMBLAY :

2 Je pense vous avoir envoyé tout à l'heure, avant  
3 l'audition...

4 Me SONIA LeBEL :

5 Bien...

6 Me ESTELLE TREMBLAY :

7 ... avant le début de l'instance, le bilan de  
8 faillite.

9 Me SONIA LeBEL :

10 Bien, donc on va peut-être prendre justement, c'est  
11 le bon moment et de prendre connaissance de tout  
12 ça, de faire le ménage et, effectivement, de  
13 régulariser tout ça pour voir si on poursuit dans  
14 cette veine-là, Madame la Présidente.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Est-ce que ce sont là les deux seuls sujets que  
17 vous désirez aborder? Parce que là ça fait, je  
18 pense, la troisième fois que...

19 Me ESTELLE TREMBLAY :

20 En lien avec la... bien, en lien avec les actifs  
21 qu'il déclare au syndic et les passifs qu'il  
22 déclare au syndic, c'est pour ça que je lui posais  
23 des questions sur la résidence du 24 rue de la  
24 Sentinelle à Blainville.

25

1 Me SONIA LeBEL :

2 Et je rappellerai à la Commission que notre mandat  
3 est sur l'octroi des contrats, la collusion et la  
4 corruption. Alors, peut-être qu'on pourra voir s'il  
5 est... si on doit aller plus avant. Mais, ce que je  
6 vais vous demander, c'est peut-être l'heure du  
7 lunch, simplement que je prenne connaissance des  
8 documents qui ont été envoyés probablement pas  
9 longtemps, là, pendant qu'on était devant vous,  
10 Madame la Présidente, et on pourra en revenir, si  
11 vous voulez.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Et vous en auriez pour combien de temps, Maître  
14 Tremblay?

15 Me ESTELLE TREMBLAY :

16 Quelques minutes, mais je veux établir que le  
17 témoin a eu... a fait des transactions avec des  
18 membres du crime organisé.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Bon.

21 Me ESTELLE TREMBLAY :

22 Ce qui est dans votre mandat, je pense.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Tout à fait. Alors, il est midi trente-huit  
25 (12 h 38), je pense qu'on peut prendre la pause

1 maintenant et revenir à deux heures et quart  
2 (14 h 15).

3 R. C'est faux encore qu'est-ce qu'elle dit.

4 Q. **[148]** Vous aurez l'occasion de témoigner après-  
5 midi.

6 R. O.K. Merci beaucoup.

7 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

8 \_\_\_\_\_

9 REPRISE DE L'AUDIENCE

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Oui, Maître Tremblay.

12 LA GREFFIÈRE :

13 Monsieur Cloutier, vous êtes toujours sous le même  
14 serment.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Alors, Maître Tremblay, je comprends que vous  
17 voulez contre-interroger monsieur Cloutier sur deux  
18 points bien précis.

19 Me ESTELLE TREMBLAY :

20 Oui.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Quels sont-ils?

23 Me ESTELLE TREMBLAY :

24 J'aimerais pouvoir revenir aussi sur la déclaration  
25 à Marie-Maude Denis. Est-ce que je peux poser deux

1 questions là-dessus?

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Bien, je pense qu'on a fait le tour de la  
4 déclaration...

5 Me ESTELLE TREMBLAY :

6 O.K.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 ... qui a été donnée à madame Marie-Maude Denis.

9 Me ESTELLE TREMBLAY :

10 Ça va. Très bien. Alors, Monsieur...

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Alors, quels sont les sujets sur lesquels vous  
13 voulez...

14 Me ESTELLE TREMBLAY :

15 L'échange de sa résidence avec Denis « pas fiable »  
16 Houle, l'argent comptant caché et le bilan de  
17 faillite.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Donc là, vous avez trois sujets. Allez-y.

20 (14:21:45)

21 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ESTELLE TREMBLAY :

22 Q. **[149]** Monsieur Cloutier, avez-vous échangé votre  
23 résidence avec celle de Denis « pas fiable » Houle?

24 R. J'ai vendu ma résidence à Denis « pas fiable »  
25 Houle.

1 Q. **[150]** Vous le connaissiez?

2 R. Non.

3 Q. **[151]** Vous l'avez échangée, c'est-à-dire qu'il a  
4 pris votre résidence et vous avez pris sa  
5 résidence.

6 R. Oui.

7 Q. **[152]** En échange, vous avez conservé un solde de  
8 prix de vente de vingt mille dollars (20 000 \$).

9 R. Une hypothèque, oui.

10 Q. **[153]** De vingt mille dollars (20 000 \$).

11 R. Oui.

12 Q. **[154]** Est-ce que c'est la seule considération que  
13 vous avez eue à la suite de cet échange-là ou est-  
14 ce que vous avez eu de l'argent comptant en plus de  
15 ce solde de prix de vente de vingt mille dollars  
16 (20 000 \$)?

17 R. Bien, j'ai eu l'échange de sa maison.

18 Q. **[155]** Oui. Est-ce qu'il y a eu de l'argent comptant  
19 en plus, Monsieur Cloutier?

20 R. Il y a eu de l'argent comptant.

21 Q. **[156]** Combien?

22 R. Je le sais pas là combien.

23 Q. **[157]** Une approximation, Monsieur Cloutier?

24 R. Sa maison valait... lui il disait qu'il voulait  
25 avoir cent vingt-cinq (125 000 \$) pour. Moi, j'ai

1 dit : « Il y a trop de réparations, c'est cent  
2 mille (100 000 \$) », ça fait qu'on a déduit cent  
3 mille (100 000 \$) sur le prix de vente. Puis la  
4 balance, bien, vingt mille (20 000 \$) d'hypothèque,  
5 ça faisait cent vingt (120 000 \$), la balance,  
6 c'est du comptant.

7 Q. **[158]** D'accord. Je cherche à connaître le montant  
8 de cette balance-là, Monsieur Cloutier.

9 R. On cherche...!

10 Q. **[159]** Je cherche à connaître le montant additionnel  
11 que vous avez eu en argent.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Q. **[160]** Combien d'argent comptant avez-vous eu de  
14 cette personne-là?

15 R. Bien, si je dis cent puis cent vingt (100 000 \$-  
16 120 000 \$) puis le total, je veux dire, l'offre  
17 d'achat était deux cent vingt-cinq (225 000 \$),  
18 deux cent vingt-cinq (225 000 \$) moins cent vingt  
19 (120 000 \$).

20 Me ESTELLE TREMBLAY :

21 Q. **[161]** C'est ce que vous avez eu en argent comptant.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. **[162]** Ça veut dire cent cinq mille dollars  
24 (105 000 \$)! O.K. Plus le vingt mille dollars  
25 (20 000 \$) d'hypothèque.

1 R. Non, l'hypothèque était dedans.

2 Q. **[163]** Donc, c'est cent cinq mille dollars  
3 (105 000 \$) moins vingt mille dollars (20 000 \$)  
4 d'hypothèque?

5 R. Oui.

6 Q. **[164]** Alors, ça veut donc dire quatre-vingt-cinq  
7 mille dollars (85 000 \$).

8 R. Non. L'offre d'achat, c'est deux cent vingt-cinq  
9 (225 000 \$), je prends une hypothèque de vingt  
10 mille (20 000 \$), je prends une maison qui vaut  
11 cent mille... cent mille (100 000 \$), oui, ça fait  
12 cent vingt (120 000 \$). Cent vingt (120 000 \$)  
13 moins deux cent vingt-cinq (225 000 \$), il reste  
14 cent cinq mille (105 000 \$). Ça fait que j'ai eu  
15 cent cinq mille (105 000 \$) en argent.

16 Q. **[165]** O.K. Et dans quelle circonstance est-ce que  
17 vous avez fait cet échange-là avec cet individu-là?

18 R. C'est un monsieur que je ne connaissais pas. Un  
19 courtier d'immeuble que je connais depuis... depuis  
20 peut-être vingt-cinq (25), trente (30), quarante  
21 (40) ans, on jouait au golf ensemble puis tout ça,  
22 puis je lui avais donné mon... je lui avais donné  
23 un listing de vendre ma maison. Puis il est arrivé  
24 une journée avec ce monsieur-là, puis sans me dire  
25 que c'est un motard puis sans me dire que c'est

1 un... c'est un Nomade, je ne savais rien.

2 Me ESTELLE TREMBLAY :

3 Q. **[166]** Vous saviez qu'il avait été arrêté dans  
4 l'opération Printemps 2001?

5 R. Oui oui oui oui oui. Oui, parce que j'ai eu des...  
6 J'ai eu des petits problèmes pour le vingt mille  
7 piastres (20 000 \$), là.

8 Q. **[167]** Oui? Quels problèmes avez-vous eus?

9 R. Bien, l'hypothèque, il fallait qu'il me la paie.  
10 Elle était à mon nom personnel. Ça fait que j'avais  
11 payé. Ça fait que j'ai... J'ai été payé.

12 Q. **[168]** Vous saviez que sa conjointe avait été la  
13 cible d'un attentat?

14 R. Oui oui oui.

15 Q. **[169]** Dans cette résidence-là?

16 R. Oui oui. Oui. À Saint-Sauveur.

17 Q. **[170]** Vous le saviez avant de faire l'échange?

18 R. À Piedmont, c'est-à-dire.

19 Q. **[171]** Vous le saviez avant de faire...

20 R. Non, je ne le savais pas. J'ai su...

21 Q. **[172]** Vous l'avez su après.

22 R. J'ai su qu'elle amenait son fils à l'école, ou je  
23 ne sais pas quoi, puis qu'elle avait été tirée,  
24 puis tout ça, puis que Mom Boucher était rendu à  
25 l'hôpital, puis il surveillait qu'est-ce qui se



1           passe avec sa gang. Puis, des policiers sont  
2           arrivés, puis il dit, « Non non, il dit, c'est  
3           notre groupe. On va s'en occuper. »

4       Q. **[173]** De quelle manière monsieur Denis « pas  
5           fiable » Houle vous a-t-il été présenté? Comme une  
6           personne dans les affaires?

7       R. Comme un acheteur. Comme un acheteur.

8       Q. **[174]** Comme un acheteur...

9       R. Oui.

10      Q. **[175]** ... mais est-ce que l'agent d'immeubles vous  
11           a présenté ses activités?

12      R. Il m'a dit que c'était un type en recyclage au New  
13           Jersey. C'est la réponse que j'ai eue.

14      Q. **[176]** Mais vous achetiez sa résidence dans la même  
15           ville. Vous avez échangé deux résidences dans la  
16           même ville.

17      R. Oui oui oui. C'est à cinq minutes.

18      Q. **[177]** Donc, il ne demeurerait pas au New Jersey?

19      R. Une dizaine de minutes de là.

20      Q. **[178]** Oui. Il demeurerait...

21      R. C'est une maison abandonnée.

22      Q. **[179]** Bon. Alors donc, vous avez échangé votre  
23           résidence à Blainville pour sa résidence à  
24           Blainville.

25      R. Oui.

1 Q. **[180]** Donc, il ne peut pas être quelqu'un du New  
2 Jersey?

3 R. Pardon?

4 Q. **[181]** Vous dites qu'il vous a été présenté comme  
5 une personne du New Jersey.

6 R. Oui.

7 Q. **[182]** Il n'est pas du New Jersey, il était de  
8 Blainville?

9 R. Bien, il a une maison à Blainville, mais je ne  
10 connais pas tous les propriétaires des résidences à  
11 Blainville.

12 Q. **[183]** Donc, vous maintenez que vous...

13 R. Je ne le sais pas, moi là.

14 Q. **[184]** Vous maintenez que vous ne le connaissiez pas  
15 avant...

16 R. Je ne connaissais...

17 Q. **[185]** ... de faire l'échange?

18 R. Je ne connaissais jamais ce monsieur-là, puis je ne  
19 suis pas dans les motards, je ne connais pas ça.

20 Q. **[186]** Est-il exact, Monsieur, que vous avez fait  
21 faillite deux fois?

22 R. Oui.

23 Q. **[187]** C'est vrai?

24 R. La compagnie à numéro?

25 Q. **[188]** Et non pas une fois.

1 R. Pardon?

2 Q. **[189]** Deux fois personnellement.

3 R. Oui.

4 Q. **[190]** Et non pas une fois.

5 R. Oui.

6 Q. **[191]** C'est exact?

7 R. Bien...

8 Q. **[192]** Alors, maître LeBel va vous montrer votre  
9 bilan de faillite, le deuxième.

10 Me SONIA LeBEL :

11 Le document de ce matin?

12 Me ESTELLE TREMBLAY :

13 Oui.

14 Me SONIA LeBEL :

15 Merci.

16 (14:27:46)

17 R. Madame la Présidente, est-ce que je pourrais  
18 expliquer...

19 Q. **[193]** Juste pour vous dire, c'est le document  
20 auquel maître Tremblay va faire référence.

21 R. O.K. Je pourrais-tu expliquer qu'est-ce qui est  
22 arrivé avec Denis Houle, vu que c'était un...

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. **[194]** Certainement, Monsieur Cloutier.

25 R. Ça peut être long un peu, là, tout... Mais ça s'est

1 fait dans dix (10) jours. Ce monsieur-là, il est  
2 venu avec l'agent d'immeubles. On règle les  
3 montants qu'on s'est parlé tantôt puis tout ça,  
4 puis monsieur Houle, il me dit, « Je veux que la  
5 maison soit réglée vendredi chez le notaire. J'ai  
6 dit, on va essayer de parler au notaire, pour  
7 essayer de le faire. Certificat de localisation,  
8 puis tous les documents nécessaires, puis la petite  
9 hypothèque de vingt mille (20 000 \$). » Puis au  
10 départ, monsieur Houle m'avait demandé, il dit,  
11 « J'ai un domaine à Piedmont. Tu veux-tu aller le  
12 voir, puis je mettrais... Je te donnerais un lien  
13 sur le domaine qui vaut cinq cent mille  
14 (500 000 \$). J'ai dit, oui. J'ai dit, je peux aller  
15 voir. »

16 Ça fait que j'ai été là, puis il m'avait  
17 donné un code, il dit, « Il y a une barrière  
18 électrique, puis il dit, tu pèses dessus puis tu  
19 dis "Togo". » Togo, c'était son homme de confiance  
20 au domaine. Ça fait que je rentre, je rentre dans  
21 le domaine, puis on rentre par les portes de  
22 garage. J'ouvre les trois portes de garage, puis là  
23 j'aperçois un paquet de bicycles de motards, puis  
24 là je me demande encore qu'est-ce qui se passe.

25 Je rentre dans la maison, puis au-dessus du

1        foyer il y a une photo, puis c'est le gars qui est  
2        venu chez nous quelques jours auparavant, puis  
3        c'est marqué « Motard », puis « Nomad numéro dix-  
4        sept (17) ». Bien là, j'ai dit... Effectivement,  
5        c'est un motard, ce n'est pas un gars de recyclage.

6                Ça fait que, on est revenu, on était tout  
7        inquiets, on était apeuré, puis on ne vend pas la  
8        maison à ce gars-là. Puis en fin du compte, lui il  
9        dit, « La maison, c'est pour ma femme puis pour mon  
10       gars. Puis je la veux. » Mais j'ai dit : « Je sais  
11       que tu la veux, mais moi je ne veux plus te la  
12       vendre, parce que », j'ai dit « je ne veux pas  
13       avoir de problème avec des affaires-là ».

14               Je lisais dans les journaux ce qui se  
15       passait les motards puis tout ça. Ça fait qu'il est  
16       venu un soir, après une couple de jours pour le  
17       rejoindre, parce qu'il n'était pas facile à  
18       rejoindre. Il est venu un soir puis il dit :  
19       « C'est vendredi qu'on va chez le notaire ». Bien,  
20       j'ai dit : « C'est ça qu'on a cédulé ». J'ai dit :  
21       « On n'y va plus chez le notaire », j'ai dit « ton  
22       comptant il est ici, puis tu as aussi l'offre  
23       d'achat, je te redonne tout puis je ne veux plus  
24       rien savoir ». Il dit : « Non, je la veux ». Puis  
25       il dit : « Si tu ne veux pas signer chez le

1       notaire » bien il dit : « Tu vas avoir des  
2       problèmes avec moi ». Puis il était bien choqué, il  
3       avait l'écume à la bouche, puis c'est un monsieur  
4       qui est gros et grand, puis c'est sûr que j'avais  
5       peur puis j'ai dit moi là, j'ai dit, je continuais  
6       à dire, je ne veux pas, je ne veux pas, je ne veux  
7       pas te la vendre. Ça fait qu'il a sorti un gun puis  
8       il a dit : « Si tu ne viens pas chez le notaire,  
9       vous allez avoir des problèmes avec nous autres ».  
10      Ça fait que j'ai été chez le notaire, trois jours  
11      après, trois, quatre jours après.

12      (14:31:46)

13      Me ESTELLE TREMBLAY :

14      Q. **[195]** Et vous avez pris l'argent comptant?

15      R. Pardon?

16      Q. **[196]** Et vous avez pris l'argent comptant?

17      R. Oui, oui, j'ai pris l'argent comptant.

18      Q. **[197]** Et vous l'avez placé où cet argent-là après  
19      la transaction?

20      R. Je l'ai laissé chez nous, mais je n'ai pas appelé  
21      la police. Par contre, Carcajou qui enquêtait sur  
22      les motards, je venais de racheter une résidence  
23      pas bien loin de là, dans le Parc équestre à  
24      Blainville, puis un matin arrive ça cogne à la  
25      porte, c'est deux policiers, ils disent : « Vous

1       avez vendu la maison », puis c'est ci, puis c'est  
2       ça. J'ai dit : « Oui ». Puis là ils voulaient  
3       savoir où est-ce que j'avais mis l'argent de cette  
4       affaire-là. J'ai dit : « Je l'ai mis une partie à  
5       la banque, j'en ai ici un peu ». Ça fait qu'il ne  
6       m'a même pas demandé de la prendre, il m'a juste  
7       dit : « Le type qui a acheté la maison c'était un  
8       motard, puis tu vas peut-être avoir un peu de  
9       problème avec lui. On est en enquête avec lui ».

10      Q. **[198]** Vous dites que vous avez dit aux policiers  
11       avoir mis une partie de l'argent à la banque?

12      R. J'ai dit : « J'ai mis un montant dans une banque,  
13       un autre un petit peu dans une autre banque »,  
14       puis...

15      Q. **[199]** Mais ce n'était pas vrai?

16      R. Pardon?

17      Q. **[200]** Ce n'était pas vrai, vous l'aviez gardé chez  
18       vous, c'est ce que vous avez dit tout à l'heure?

19      R. Non, non, non, j'en ai mis dans les banques.

20      Q. **[201]** Vous avez placé de l'argent liquide en  
21       provenance de Denis « pas fiable » Houle...

22      R. Des petits montants.

23      Q. **[202]** ... à la banque?

24      R. Oui, oui. À trois banques différentes, la balance  
25       je l'ai laissé chez nous. Mais je vais vous dire

1 qu'au début la maison était à moi, mais elle était  
2 au nom de mon ex, Raymonde Turcotte, ce n'était pas  
3 à moi la maison.

4 Q. **[203]** Mais c'est vous qui avez fait la transaction  
5 puis qui l'avez négociée?

6 R. Quand je l'ai achetée, oui, on était au nom des  
7 deux quand je l'ai achetée.

8 Q. **[204]** Et quand vous l'avez échangée c'est vous qui  
9 avait fait la transaction?

10 R. Quand je l'ai échangée, c'était seulement à son  
11 nom.

12 Q. **[205]** Mais c'est vous qui l'avez négociée avec  
13 Denis « pas fiable » Houle?

14 R. Mais mon ex qui était là, le courtier, puis Denis  
15 Houle.

16 Q. **[206]** Est-ce que cette maison-là, votre maison  
17 était à vendre avant l'échange?

18 R. Oui, ça faisait huit, neuf mois qu'elle était à  
19 vendre.

20 Q. **[207]** Et vous êtes allé vivre dans la maison de  
21 Denis Houle « pas fiable »?

22 R. J'ai engagé des ouvriers, parce que j'avais, il  
23 fallait que je déménage rapidement, j'ai fait  
24 toutes les réparations nécessaires, parce qu'il y  
25 avait des gros problèmes électriques, d'après moi



1 il faisait du pot ou je ne sais pas quoi ou d'autre  
2 chose, je ne connais pas ça. Puis on l'a peinturée,  
3 on l'a gazonnée, puis on l'a mis comme une neuve.  
4 J'ai resté dedans cinq, six mois.

5 Q. **[208]** Puis vous l'avez revendue?

6 R. Je l'ai mis au nom d'une de mes compagnies à  
7 numéro, puis je l'ai vendue.

8 Q. **[209]** Vous l'avez vendue. Maintenant, on va revenir  
9 à votre bilan de faillite que vous avez sous les  
10 yeux. Le bilan de votre deuxième faillite. Alors,  
11 la première page c'est votre cession de biens en  
12 faveur de vos créanciers. La deuxième page ce sont  
13 vos actifs. Alors, on voit que vous déclarez trois  
14 dollars (3 \$) d'actifs?

15 R. Oui.

16 Q. **[210]** Soit un dollar (1 \$) pour votre placement  
17 dans Signa Vision; un dollar pour votre placement  
18 dans 9109-2817; un dollar pour votre placement dans  
19 9014-7135. Donc, vous déclarez trois dollars  
20 d'actifs?

21 R. Les compagnies qui se fermaient ou...

22 Q. **[211]** Et à l'item 1, « cash » espèce, vous déclarez  
23 rien?

24 R. L'item « cash », oui, je déclare. Par contre, mon  
25 avocat m'avait dit... J'avais quatre-vingt-dix

1 mille piastres (90 000 \$) de REER, puis je l'ai...  
2 j'ai fait deux... pour les sortir, les REER, des  
3 fois, ça dépend des contrats qu'on a, ils ne sont  
4 pas faciles. Ça fait que j'ai dit : « Écoutez, je  
5 veux mon argent. » Je savais que je faisais  
6 faillite. Je veux avoir mon quatre-vingt-dix  
7 piastres... mon quatre-vingt-dix mille (90 000 \$).  
8 Ça fait qu'ils m'ont fait deux traites : une de...  
9 Non. Excusez! Soixante-quinze mille (75 000 \$). Une  
10 de trente (30 000 \$) puis une de quarante-cinq  
11 mille (45 000 \$).

12 Q. **[212]** Donc, vous avez retiré votre REER pour pas  
13 que les créanciers en aient le bénéfice?

14 R. Exact.

15 Q. **[213]** Allons maintenant à la liste des responsabi-  
16 lités, qui est la page suivante, que vous avez  
17 signée. C'est bien votre signature au bas?

18 R. Oui.

19 Q. **[214]** Alors, on voit que vos dettes sont envers  
20 Revenu Canada cent quatre-vingt-douze mille deux  
21 cent cinquante (192 250 \$)?

22 R. Oui.

23 Q. **[215]** Est-ce que, ça, c'est la cotisation spéciale  
24 dont vous nous avez parlé le deux (2) mai? La  
25 cotisation qui découlait de vos activités de

1 collusion...

2 R. Oui, oui, oui.

3 Q. **[216]** ... dans le service de déneigement?

4 R. Oui, oui, oui.

5 Q. **[217]** Cent quatre-vingt-douze mille deux cent  
6 cinquante (192 250 \$)?

7 R. Oui.

8 Q. **[218]** Ensuite, je vous demande de porter votre  
9 attention à ministère du Revenu du Québec, vingt-  
10 neuf mille cent quarante-cinq (29 145 \$)?

11 R. Oui.

12 Q. **[219]** Et on voit ministère de la Justice, soixante-  
13 quinze mille dollars (75 000 \$). Est-ce que c'est  
14 l'amende?

15 R. C'est l'amende de... la balance de l'amende de la  
16 Concurrence.

17 Q. **[220]** Donc, Monsieur Cloutier, vous déclarez trois  
18 dollars d'actifs et trois cent quatre-vingt-douze  
19 mille cinq cent quatre-vingt-quinze (392 595 \$) de  
20 dettes?

21 R. Oui.

22 Q. **[221]** Que vous n'avez pas payées?

23 R. Bien non, j'ai fait faillite.

24 Q. **[222]** Puisque vous avez fait faillite?

25 R. Bien non.

1 Q. [223] Donc, la cotisation de Revenu Canada, vous  
2 l'avez passée dans votre faillite?

3 R. Oui.

4 Q. [224] Après avoir encaissé vos REER pour pas que  
5 vos créanciers en aient le bénéfice?

6 R. Exact.

7 Q. [225] Alors, au cours de l'interrogatoire du deux  
8 (2) mai, Monsieur Cloutier...

9 Pourriez-vous lui montrer, Madame Blanchette, la  
10 page 204, lignes 17 à 22 et la page 205.

11 Alors, à la ligne 17...

12 R. Oui. 17?

13 Q. [226] Oui. Alors, vous m'aviez dit que seule votre  
14 compagnie avait fait faillite. Je vous ai dit :

15 Q. Et vous personnellement, vous avez  
16 pris une entente de paiement par des  
17 versements mensuels, avez-vous dit.

18 R. Bien, j'ai donné un bon montant  
19 comptant...

20 Q. Oui.

21 R. ... puis la balance, je paye au  
22 mois, puis je paye encore aujourd'hui.

23 R. Oui.

24 Q. [227] Et on continue à la page.

25 Q. Vous avez donné un montant comptant

1 de combien, Monsieur Cloutier?

2 R. À la cour, je pense que j'avais  
3 donné un montant de... si je me  
4 souviens là, trente-cinq, quarante  
5 mille (35 000 \$-40 000 \$).

6 Q. Et vous continuez à payer encore  
7 aujourd'hui.

8 R. Oui.

9 C'est faux, n'est-ce pas?

10 R. C'est faux?

11 Q. **[228]** Puisque vous avez passé l'ensemble de la  
12 dette dans votre faillite? Il n'y a pas de  
13 paiement. On voit que la dette du Ministère est de  
14 cent quatre-vingt-douze mille dollars (192 000 \$).  
15 Vous avez payé toute votre dette...

16 R. Oui, mais quand que...

17 Q. **[229]** Vous avez tout mis dans la faillite.

18 R. Quand on a réglé avec la concurrence puis l'impôt,  
19 mon avocat a négocié des montants. Puis ils ont  
20 accepté une baisse à condition que je donne un  
21 acompte à la cour puis que je paie tant par mois.  
22 Ça avait été accepté.

23 Q. **[230]** Mais vous ne payez plus depuis votre  
24 faillite?

25 R. Je paie tout le temps. Je paie encore.

1 Q. **[231]** Vous payez malgré votre faillite?

2 R. Oui, parce que ça ne rentre pas dans les faillites  
3 ces montants-là.

4 Q. **[232]** Je vais demander au témoin de fournir par  
5 engagement la preuve de ce qu'il avance.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 L'engagement?

8 LA GREFFIÈRE :

9 61E-44.

10 Me SONIA LeBEL :

11 Est-ce qu'on pourrait simplement peut-être préciser  
12 la nature des documents qu'on recherche, il n'y a  
13 pas de problème, mais pour être sûr de remplir un  
14 engagement.

15 Me ESTELLE TREMBLAY :

16 Les chèques de paiement des six derniers mois, à  
17 titre d'exemple.

18 PAR LE TÉMOIN :

19 R. Ah, pour la libération, vous voulez parler?

20 Q. **[233]** Non, vous dites que vous payez à tous les  
21 mois encore. Je voudrais avoir les chèques de  
22 paiement.

23 Me SONIA LeBEL :

24 Donc, fournir une preuve à tout le moins du  
25 paiement à Revenu.

1 PAR LE TÉMOIN :

2 R. Ce n'est pas des chèques de paiement, c'est un reçu  
3 de... de la caisse au guichet du palais de justice  
4 de Laval, que je n'ai pas manqué un mois, puis j'ai  
5 toujours payé. J'ai les copies des chèques...

6 Q. **[234]** Et vous avez payé dans les six derniers mois.

7 R. Les six derniers mois?

8 Q. **[235]** Oui?

9 R. Non non. Je paie ça depuis cinq, six ans.

10 Q. **[236]** Mais vous payez encore?

11 R. Bien oui.

12 Q. **[237]** Puis vous êtes en mesure de fournir cette  
13 preuve-là?

14 R. Bien, je n'ai peut-être pas les, peut-être... Je  
15 n'ai peut-être pas les six, sept ans, huit ans,  
16 mais les...

17 Q. **[238]** Les douze (12) derniers mois?

18 R. ... trois derniers, les trois dernières années, je  
19 les ai.

20 Q. **[239]** C'est bien. Alors je vais vous demander de  
21 les fournir.

22 R. Ça, c'est facile à vous...

23 (14:40:39)

24

25 61E-44 : Engagement du témoin à fournir une

1                            preuve de paiement pour les 12  
2                            derniers mois au guichet du palais de  
3                            justice de Laval  
4

5        Q. **[240]** Maintenant, est-il exact, Monsieur, que vous  
6            avez de l'argent comptant dans le coffre-fort de  
7            votre neveu, monsieur Cardinal?

8        R. Oui.

9        Q. **[241]** Oui?

10       R. Il n'y a pas de... Il n'y a pas d'argent dedans.  
11           C'est juste des documents.

12       Q. **[242]** Avec cet argent qui était dans le coffre-  
13           fort, vous auriez payé les versements de la  
14           Mercedes?

15       Me SONIA LeBEL :

16           Mais c'est parce qu'il vient de répondre, Madame la  
17           Commissaire. Je veux bien qu'on interroge, mais il  
18           faudrait peut-être écouter la réponse. Il vient de  
19           dire, « Je n'ai pas d'argent dedans. »

20       Me ESTELLE TREMBLAY :

21           Je l'ai écoutée. Mais je lui...

22       Me SONIA LeBEL :

23           Bien alors, on...

24       Me ESTELLE TREMBLAY :

25           Je lui suggère qu'il a payé la Mercedes avec de



1 l'argent comptant qu'il y avait dans...

2 R. Elle n'est pas payée, la Mercedes.

3 Q. **[243]** Vous avez fait des paiements.

4 R. Bien, il y a eu quelques paiements, puis c'est lui  
5 qui les fait.

6 Q. **[244]** Et vous dites que ça n'a pas été fait avec  
7 l'argent qui est dans le coffre-fort de monsieur  
8 Cardinal.

9 R. Du tout, du tout, du tout.

10 Q. **[245]** J'ai terminé.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Mais, tantôt vous avez dit que vous vouliez revenir  
13 sur des sujets... Est-ce que c'était sur des sujets  
14 touchant l'implication de monsieur Chevrette dans  
15 la Route 125 ou cent...

16 Me ESTELLE TREMBLAY :

17 Oui. Oui mais...

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Je vais vous permettre d'y aller.

20 Me ESTELLE TREMBLAY :

21 ... vous m'avez dit que...

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Je vais vous permettre d'y aller.

24 Me ESTELLE TREMBLAY :

25 Oui? Alors, si vous me permettez, j'ai échappé mes

1 documents, je vais...

2 Me ÉRIC VALLIÈRES :

3 Madame la Présidente, juste un moment. J'ai  
4 compris, je ne veux pas interrompre ma consœur,  
5 j'ai compris votre décision. C'est un sujet que moi  
6 aussi j'aimerais traiter dans mon contre-  
7 interrogatoire.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Comme votre collègue vous a demandé... m'a demandé  
10 de le faire avant, je me ravise et je lui permets  
11 de contre-interroger.

12 Me ÉRIC VALLIÈRES :

13 Non, il n'y a pas de problème. Je voulais  
14 simplement vous demander si c'était possible peut-  
15 être d'avoir une décision pour notre contre-  
16 interrogatoire cet après-midi, parce que, autant  
17 battre le fer pendant qu'il est chaud, étant donné  
18 que monsieur Cloutier est là. Puis nous, je ne vous  
19 cacherai pas qu'on a une certaine...

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Est-ce que vous me demandez de rendre jugement  
22 maintenant?

23 Me ÉRIC VALLIÈRES :

24 Pas...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Relativement aux requêtes que vous n'avez pas  
3 encore plaidées?

4 Me ÉRIC VALLIÈRES :

5 Non. À la requête que j'ai plaidée lundi, par  
6 contre. Mais pas maintenant, là, parce qu'on est  
7 dans le milieu d'un contre-interrogatoire. Mais,  
8 comme vous discutez de ce sujet-là et que c'est un  
9 sujet dont je vais traiter, je l'attirais à votre  
10 attention.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Oui. Mais, vous savez, il y a ce qui s'appelle  
13 aussi un délibéré.

14 Me ÉRIC VALLIÈRES :

15 Oui.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Et c'est difficile pour moi de délibérer... pour  
18 nous de délibérer en même temps qu'on siège. C'est  
19 sûr qu'il y a un petit moment où on va dormir la  
20 nuit, mais ça demande un petit peu plus de  
21 réflexion, et ça demande certainement de délibérer,  
22 Maître.

23 Me ÉRIC VALLIÈRES :

24 Je comprends. Par contre...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Oui.

3 Me ÉRIC VALLIÈRES :

4 Je vais vous avouer qu'on est un petit peu surpris,  
5 puis là je ne voulais pas dérailler le contre-  
6 interrogatoire à ce point-là, mais puisque vous me  
7 le mentionnez, je vais vous mentionner aussi,  
8 quitte à faire un exposé un peu en parallèle, que  
9 nous sommes...

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Oui mais ce n'est pas le moment.

12 Me ÉRIC VALLIÈRES :

13 Très bien.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Je vais laisser votre collègue...

16 Me ÉRIC VALLIÈRES :

17 On en parlera plus tard. Ça va.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 ... terminer son contre-interrogatoire, et nous  
20 procéderons aux requêtes par la suite.

21 Me ESTELLE TREMBLAY :

22 Madame Blanchette, pourriez-vous montrer au témoin  
23 la pièce 61P-185.2?

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Ça c'est la transcription de ce que monsieur

1 Cloutier a dit à l'entrevue avec Marie-Maude Denis.

2 Me ESTELLE TREMBLAY :

3 Voilà.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 O.K.

6 Me ESTELLE TREMBLAY :

7 Q. **[246]** Alors, Monsieur Cloutier, lors de... Hier,  
8 vous ne vous souveniez pas de ça, mais on peut  
9 conclure que vous avez bel et bien donné cette  
10 entrevue, n'est-ce pas?

11 R. À Marie-Maude Denis?

12 Q. **[247]** Oui?

13 R. Celle-là? Oui, on a parlé un petit peu au  
14 stationnement du Tim Hortons, là.

15 Q. **[248]** Il s'agit bel et bien de vos propos?

16 R. Oui.

17 Q. **[249]** Vous les avez bel et bien prononcés?

18 R. Pardon?

19 Q. **[250]** Vous les avez bel et bien prononcés?

20 R. Vous parlez de tout ça, là, hein?

21 Q. **[251]** Oui.

22 R. Bien oui.

23 Q. **[252]** Oui?

24 R. Oui oui. Je...

25 Q. **[253]** Donc, hier vous ne vous en souveniez pas,

1           mais aujourd'hui vous nous confirmez que vous avez  
2           fait cette entrevue.

3           R. Bien, peut-être qu'il y a des mots que je n'ai pas  
4           dits, là, mais... Je ne le sais pas, là.

5           Q. **[254]** Mais tout à l'heure, vous avez écouté  
6           l'enregistrement. Est-ce que c'était bel et bien  
7           vous?

8           R. L'enregistrement de... d'hier soir.

9           Q. **[255]** De l'entrevue. Oui.

10          R. Oui. Bien, c'est peut-être... Ce n'est pas mot à  
11          mot, c'est sûr, ce n'est pas phrasé comme c'est là.

12          Q. **[256]** Donc...

13          R. On ne peut pas dire, v'là deux ans puis hier soir,  
14          sur une écoute télévision, si c'est pareil.

15          LA PRÉSIDENTE :

16          Q. **[257]** Non mais, Monsieur Cloutier, ce que vous avez  
17          entendu ce matin, sur l'enregistrement...

18          R. Ah!

19          Q. **[258]** ... que vous donniez avec...

20          R. Marie-Maude Denis.

21          Q. **[259]** Avec madame Denis, et la transcription de ces  
22          paroles-là, si vous regardez la concordance, vous  
23          êtes à même de pouvoir dire si c'est la même chose  
24          qui est dit. Vous vous souvenez ce que vous avez  
25          dit à madame Marie-Maude Denis et ce que vous avez

1 entendu à deux reprises ce matin?

2 R. Oui, oui.

3 Q. **[260]** Bon. Si vous lisez la transcription, vous  
4 êtes en mesure de nous dire si c'est la même chose,  
5 là, maintenant?

6 R. Ah! bien oui, ça doit être la même chose. Si c'est  
7 ça, oui, c'est sûr.

8 Q. **[261]** Bon.

9 (14:45:37)

10 Me ESTELLE TREMBLAY :

11 Q. **[262]** Alors, vous l'avez donnée en deux mille douze  
12 (2012), quand précisément en deux mille douze  
13 (2012) avez-vous...

14 R. Qui?

15 Q. **[263]** Vous? Quand, en deux mille douze (2012) avez-  
16 vous donné cette entrevue à madame Marie-Maude  
17 Denis?

18 R. Ah, pas en deux mille deux (2002).

19 Q. **[264]** Deux mille douze (2012).

20 R. Deux mille douze (2012), oui oui. Ça c'est janvier,  
21 janvier, tout de suite après les Fêtes, là.

22 Q. **[265]** Après les Fêtes.

23 R. Après le huit (8) de janvier, c'est-à-dire entre le  
24 huit (8) janvier puis le dernier jour de janvier,  
25 je pense.

1 Q. **[266]** Aviez-vous commencé à collaborer avec la  
2 Sûreté du Québec au moment où vous avez donné cette  
3 entrevue?

4 R. Oui.

5 Q. **[267]** Aviez-vous commencé à collaborer avec les  
6 enquêteurs de la Commission au moment où vous avez  
7 donné cette entrevue?

8 R. Je ne pense pas, non, la Commission n'existait pas,  
9 puis je n'avais pas de...

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Q. **[268]** Monsieur Cloutier, en deux mille douze (2012)  
12 la Commission existait.

13 R. En janvier deux mille douze (2012), je m'excuse.

14 Q. **[269]** Mais les audiences...

15 R. C'était tout nouveau, je pense.

16 Q. **[270]** ... mais les audiences n'étaient pas  
17 commencées. Alors c'est peut-être ce qui vous  
18 confond.

19 R. Ah, O.K. Je m'excuse, Madame la Présidente. C'était  
20 quoi?

21 Me ESTELLE TREMBLAY :

22 Q. **[271]** Aviez-vous commencé à collaborer avec  
23 l'escouade Marteau lorsque vous avez donné cette  
24 entrevue?

25 R. Marteau, bien avant, depuis deux mille dix (2010).



1 Q. [272] Donc, au moment où vous donnez cette entrevue  
2 à madame Marie-Maude Denis, vous êtes en contact  
3 avec l'escouade Marteau et la Sûreté du Québec?

4 R. Pas la Sûreté du Québec, mais Marteau.

5 Q. [273] Marteau. Et vous n'êtes pas en contact avec  
6 les enquêteurs de la Commission?

7 R. Pas... non, pas dans... non, non. J'ai commencé à  
8 être en contact régulièrement en octobre dernier.

9 Q. [274] Alors, si on regarde cette entrevue, si vous  
10 voulez porter votre regard sur l'écran. Commençons  
11 à « Denis », puis combien vous lui avez donné à  
12 Chevrette, Cloutier à Beaulieu. Vous avez bien dit  
13 ça que vous aviez donné à Beaulieu?

14 R. Oui.

15 Q. [275] Denis : À Beaulieu? Cloutier : Euh,  
16 comme je te dis, il y a eu moi, j'y ai  
17 donné une première tranche.

18 Donc, là vous parlez de donner, pas d'envisager de  
19 donner, mais de donner?

20 R. De transmettre, là.

21 Q. [276] De donner?

22 R. De donner.

23 Q. [277] De payer, de verser?

24 R. Oui.

25 Q. [278] Vous employez le mot « donner » comme quelque

1 chose qui a été donné à monsieur Beaulieu?

2 R. Oui, oui.

3 Q. **[279]** Ça va?

4 R. Oui, oui, oui.

5 Q. **[280]** Puis c'est Lortie qui s'est occupé du  
6 dossier après.

7 R. Oui.

8 Q. **[281]** Là, vous faites référence à monsieur Lortie  
9 de Roche?

10 R. Oui.

11 Q. **[282]** Denis : Mais vous, vous  
12 personnellement vous lui avez donné  
13 combien?

14 Hein, madame Denis ne dit pas : « Vous avez  
15 envisagé de lui donner combien? » Elle vous dit :  
16 « Vous lui avez donné combien? »

17 R. Bien, c'est marqué, là.

18 Q. **[283]** Cloutier répond : « Vingt-cinq (25) ».

19 R. Oui, c'est ça.

20 Q. **[284]** Vous avez dit ça?

21 R. Oui, oui.

22 Q. **[285]** À la question : « Vous lui avez donné  
23 combien? », vous avez répondu : « Vingt-cinq  
24 (25) »?

25 R. Exact.

1 Q. **[286]** Est-ce qu'il fallait comprendre vingt-cinq  
2 mille (25 000) ou vingt-cinq dollars (25 \$)?

3 R. Non, non, vingt-cinq mille (25 000).

4 Q. **[287]** Vingt-cinq mille (25 000). Alors, Denis dit :  
5 Vingt-cinq mille (25 000), puis  
6 c'était pour Gilles Beaulieu?

7 R. Oui.

8 Q. **[288]** Cloutier dit :

9 Ce n'était pas pour Gilles Beaulieu,  
10 Gilles Beaulieu il était chum avec  
11 Chevrette, c'était pour, euh,  
12 Chevrette, qu'il fasse les choses  
13 ensuite, là. C'est moi. Je ne le sais  
14 pas ce qui se disait entre Beaulieu  
15 puis Chevrette, c'était deux grands  
16 chums, c'est lui qui était autour de  
17 ça.

18 Vous avez dit ça, n'est-ce pas?

19 R. Oui.

20 Q. **[289]** Denis :

21 Puis est-ce qu'il y avait un contrat  
22 précis, est-ce que...?

23 Cloutier :

24 La réfection de la Route 158 à Sainte-  
25 Julienne, avoir la subvention puis

1 faire les travaux.

2 Vous avez dit ça?

3 R. Oui, j'ai dit ça.

4 Q. [290] Denis : « C'est quoi cette route-là? »

5 R. Je pense que madame elle a pris ça autrement parce  
6 que le vingt-cinq mille (25 000) n'a pas servi à la  
7 Route 125, c'est marqué toujours 158, mais c'est  
8 une erreur, c'est 125, puis c'était pour la route  
9 de Saint-Donat.

10 Q. [291] Monsieur, vous répondez, elle dit : « Puis  
11 est-ce qu'il y avait un contrat précis? » Vous  
12 répondez : « La réfection de la Route 158 à Sainte-  
13 Julienne. » C'est ça que vous avez dit, on l'a  
14 entendu ce matin?

15 R. Oui.

16 Q. [292] Denis :

17 C'est quoi cette route-là?

18 Cloutier, effectivement vous dites :

19 Bien, pas 158, 125, la Route 125 à  
20 Sainte-Julienne dans le village.

21 Vous avez bel et bien dit ça à madame Cloutier  
22 (sic), on l'a entendu?

23 R. Je pense que madame Denis, elle s'est trompée entre  
24 la route Saint-Donat puis Sainte-Julienne pour le  
25 vingt-cinq mille (25 000 \$).

1 Q. [293] Mais ce serait vous. Parce que madame Denis,  
2 je vous rappelle, tout ce qu'elle vous pose...

3 R. Ou c'est moi qui s'est trompé, je lui aurais dit ça  
4 dehors, là.

5 Q. [294] ... tout ce qu'elle pose comme question,  
6 c'est : « Puis est-ce qu'il y avait un contrat  
7 précis? » Parce qu'elle vous a fait dire que vous  
8 avez donné vingt-cinq mille (25 000 \$), puis elle  
9 vous demande : « Est-ce qu'il y avait un contrat  
10 précis? » Et là, vous dites : « La Route 125 à  
11 Sainte-Julienne dans le village. » Vous le dites  
12 deux fois.

13 R. Oui.

14 Q. [295] La route Sainte-Julienne. C'est ça que vous  
15 avez dit, n'est-ce pas?

16 R. Bien, si je l'ai dit... Moi, qu'est-ce que je  
17 comprenais, j'ai donné vingt-cinq mille (25 000 \$)  
18 une fois seulement, jamais deux fois, jamais trois  
19 fois, jamais...

20 Q. [296] Une fois?

21 R. ... quatre fois, jamais cinq fois. Seulement une  
22 fois. Puis c'était pour la route de Saint-Donat à  
23 Gilles Beaulieu.

24 Q. [297] Ça, c'est votre témoignage aujourd'hui. Mais  
25 à madame Denis vous avez dit « pour la route à

1 Sainte-Julienne ».

2 R. Madame Denis, elle comprenait ce qu'elle voulait ou  
3 que... On était dehors puis j'étais un petit peu  
4 choqué après elle qui me harcelait tout le temps,  
5 comme elle a fait ce matin-là.

6 Q. **[298]** Maintenant, ce matin, vous avez mentionné à  
7 une question de monsieur Lachance que vous aviez  
8 envisagé vingt-cinq mille dollars (25 000 \$).

9 R. Envisagé?

10 Q. **[299]** Oui. Vous avez répondu « oui » à monsieur  
11 Lachance lorsque ce dernier vous a demandé, vous a  
12 suggéré...

13 R. Envisagé quoi?

14 Q. **[300]** Envisagé de donner vingt-cinq mille dollars  
15 (25 000 \$).

16 R. Bien oui, parce qu'il n'était pas donné, il n'était  
17 pas payé encore, Beaulieu.

18 Q. **[301]** Est-ce que vous avez dit aux enquêteurs de la  
19 Commission que vous aviez envisagé...

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Maître Tremblay, je pense que, un, je vais vous  
22 demander de baisser le ton et d'être...

23 Me ESTELLE TREMBLAY :

24 C'est parce que le témoin me dit toujours « je ne  
25 comprends pas », donc je fais un effort.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Oui, mais ça ne vous permet pas d'être agressive.

3 Me ESTELLE TREMBLAY :

4 Non, ce n'est pas de l'agressivité. C'est que je  
5 monte le ton pour permettre au témoin de  
6 comprendre. Je vous demande de ne pas le percevoir  
7 de cette manière-là. C'est seulement pour permettre  
8 au témoin de comprendre. Ça fait plusieurs fois  
9 qu'il me fait un reproche de ne pas comprendre.

10 PAR LE TÉMOIN :

11 R. C'est parce que vous ne faites pas la différence  
12 entre fort puis bas, bas, bas.

13 Me ESTELLE TREMBLAY :

14 Parfait. Je vais essayer.

15 PAR LE TÉMOIN :

16 R. Juste au milieu, équilibrez.

17 Me ESTELLE TREMBLAY :

18 Ça va.

19 Q. **[302]** Alors, Monsieur, est-ce que vous avez parlé  
20 aux enquêteurs que vous aviez envisagé un autre  
21 complot, aux enquêteurs de la Commission?

22 R. Si j'ai parlé de?

23 Q. **[303]** Que vous aviez envisagé un autre complot pour  
24 Sainte-Julienne?

25 R. Je me souviens que... Aux enquêteurs, oui, j'en ai

1        parlé, ça, aux enquêteurs qu'il y avait une  
2        proposition d'un autre « deal » à faire avec Gilles  
3        Beaulieu.

4        Q. **[304]** C'est bien.

5        J'ai terminé mon contre-interrogatoire. Maintenant,  
6        j'aurais la demande à faire à la Commission d'avoir  
7        la déclaration que monsieur Cloutier a faite aux  
8        enquêteurs de la Commission pour la question de la  
9        route Sainte-Julienne. Et je vous indique que,  
10       actuellement, on a la déclaration de madame Denis  
11       qui, l'interview de madame Denis avec les réponses  
12       très claires du témoin. On a le témoignage...

13       LA PRÉSIDENTE :

14       On doit également prendre en considération que  
15       l'entrevue qui a été donnée à madame Marie-Maude  
16       Denis, il n'était pas sous serment, là.

17       Me ESTELLE TREMBLAY :

18       Non. Mais effectivement...

19       LA PRÉSIDENTE :

20       Et on doit prendre en considération les  
21       circonstances dans lesquelles...

22       Me ESTELLE TREMBLAY :

23       Voilà un élément très important, je pense, en tout  
24       cas, pour représenter ma cliente, de savoir quand  
25       est-ce que le témoin a fourni cette version qu'il



1 nous a fournie seulement ce matin. Je pense que  
2 c'est un élément important. C'est question de  
3 justice naturelle puis d'équité procédurale. Je  
4 vous demande d'y avoir accès.

5 Me SONIA LeBEL :

6 Alors, moi, je vais vous réitérer les mêmes  
7 commentaires. Nous sommes dans le cadre d'une  
8 commission d'enquête. Et la règle, cette  
9 déclaration n'a pas été utilisée devant la  
10 Commission. Et encore une fois, ce n'est pas parce  
11 qu'elle existe qu'on fait en sorte que l'on doit  
12 divulguer cette déclaration-là. Nous avons abordé  
13 devant la Commission le contrat de Saint-Donat, il  
14 est exact. Maintenant, nous avons abordé en contre-  
15 interrogatoire l'existence de cet autre contrat de  
16 Sainte-Julienne compte tenu de l'entrevue qui a été  
17 faite à Marie-Maude Denis. Je pense que ma collègue  
18 s'est vu donner l'opportunité sur ce passage-là  
19 particulier de contre-interroger de façon tout à  
20 fait rigoureuse, minutieuse et adéquate.

21 Et je vous dirais que, compte tenu de tout  
22 ça, moi, je... Dans le fond, je vous refais les  
23 mêmes commentaires sur la règle 19.2 et sur les  
24 obligations de divulgation d'une commission  
25 d'enquête, je vous le rappelle, et non pas... on

1 n'est pas dans un forum, on n'est pas devant la  
2 Cour supérieure, on n'est pas dans un forum où il y  
3 a une mise en péril au sens juridique de monsieur  
4 Chevrette. Il est vrai que nous avons des  
5 affirmations qui le concernent, des affirmations  
6 qui peuvent... qui, naturellement, le concernent et  
7 le visent, mais c'est le propre d'une commission  
8 d'enquête de faire la lumière sur certains  
9 événements. Par contre, il y a des règles à  
10 appliquer et dans le cadre de la Commission  
11 d'enquête. Je pense que ça revient un peu aux  
12 arguments que je vous ai mentionnés hier quand la  
13 même demande a été faite à un stade différent,  
14 Madame la Présidente.

15 (14:55:23)

16 Me ESTELLE TREMBLAY :

17 Ma consœur aborde la question des résumés et,  
18 comme j'ai un engagement de confidentialité, je ne  
19 peux certes discuter du contenu des sommaires  
20 devant vous en audience publique, mais j'aimerais  
21 pouvoir le faire de la façon que vous jugerez  
22 appropriée pour que je ne puisse pas manquer à mon  
23 engagement de confidentialité envers la Commission,  
24 mais c'est une question qui m'apparaît importante  
25 puisque vous en avez tenu compte dans votre

1 dernière décision et je ne peux pas, en raison de  
2 mon engagement de confidentialité envers la  
3 Commission, discuter de cet argument-là en audience  
4 publique.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Ce que je me propose de faire, c'est d'entendre les  
7 requêtes à ce stade-ci et revenir sur votre  
8 argument en non-publication par la suite.

9 Me ESTELLE TREMBLAY :

10 Peut-être même plus qu'en non-publication puisque  
11 vous m'avez demandé de souscrire à un engagement de  
12 confidentialité. Et je pense que si je le révélais  
13 même en non-publication, je me trouverais à manquer  
14 à mon engagement de confidentialité. Alors, je vous  
15 demande soit de me relever de l'engagement de  
16 confidentialité ou soit de trouver une méthode où  
17 je pourrai m'adresser aux Commissaires en présence  
18 des avocats qui, comme moi, ont signé un engagement  
19 de confidentialité en présence des procureurs de la  
20 Commission, mais hors la présence de quelque membre  
21 du public que ce soit, compte tenu de ce que j'ai  
22 signé comme engagement et de ce que mes confrères  
23 ont signé.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Bien, on verra.

1 Me ESTELLE TREMBLAY :

2 Je pense qu'on a des arguments à vous faire valoir  
3 et quand je parle, je pense que d'autres procureurs  
4 auront aussi des arguments à vous faire valoir à ce  
5 sujet. Merci.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Alors, je suis prête à entendre maintenant...

8 Q. **[305]** Alors, Monsieur Cloutier, vous pouvez  
9 disposer pour le moment.

10 R. Pour le moment?

11 Q. **[306]** Pour le moment. Alors...

12 R. Je vais être obligé de revenir? Hein!

13 Q. **[307]** Vraisemblablement, on va voir. Je n'ai pas  
14 pris de décision encore.

15 R. Ah! O.K.

16 Q. **[308]** Alors, j'ai une décision à rendre...

17 R. Oui.

18 Q. **[309]** ... et une fois que j'aurai... nous avons une  
19 décision à prendre.

20 R. Oui.

21 Q. **[310]** Une fois que nous aurons pris notre décision,  
22 vous serez avisé si vous devez revenir ou pas.

23 R. O.K.

24 Q. **[311]** Merci.

25 R. Merci beaucoup.

1 Q. [312] Merci.

2 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

3 Me SONIA LeBEL :

4 Alors, simplement pour la suite des événements,  
5 maître Porter pour la Commission s'occupera, là,  
6 des requêtes avec vous.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 O.K.

9 Me SONIA LeBEL :

10 Merci.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Est-ce que vous voulez que l'on prenne une pause  
13 maintenant puisqu'il est trois heures (15 h 00)?

14 Me ÉRIKA PORTER :

15 Avec votre permission, les documents d'engagements  
16 n'ont pas été produits en preuve.

17 Me SONIA LeBEL :

18 D'accord. Donc, peut-être qu'on pourrait faire une  
19 pierre deux coups. Donc, je pense que ces deux  
20 documents-là pourront répondre à l'engagement qui  
21 avait été demandé par ma collègue dans le cadre du  
22 contre-interrogatoire de monsieur Cloutier. Je ne  
23 me souviens plus du numéro malheureusement, mais  
24 c'est l'engagement qui concernait le bilan  
25 financier de sa faillite qui comportait deux

1 documents. On pourra indiquer au procès-verbal que  
2 cet engagement, par le dépôt des deux pièces, est  
3 considéré comme étant... ayant été rempli. Ceci  
4 étant dit, je vais vous demander de...

5 Me MICHEL DORVAL :

6 61E-43.

7 Me SONIA LeBEL :

8 Merci, Maître Dorval. Je viens de comprendre votre  
9 présence. Donc, ceci étant dit - et blague à part -  
10 on pourrait peut-être vous demander, Madame la  
11 greffière, de réserver une cote pour ces deux  
12 documents-là. Tel que je l'ai indiqué à ma collègue  
13 précédemment, ce sont des documents qui ont  
14 beaucoup d'informations, d'informations de type  
15 non-public. Alors, ce que je vais faire, c'est  
16 qu'on va caviarder les documents en conséquence.  
17 Naturellement, nous allons garder les portions  
18 auxquelles ma collègue a fait particulièrement  
19 référence, mais ces documents-là seront donc  
20 traités. On est rendu à quoi? 61P...

21 LA GREFFIÈRE :

22 686.

23 Me SONIA LeBEL :

24 Et 61P-687. Il y a deux documents, Madame la  
25 greffière, je vais vous demander de réserver la

1 cote 61P-686 étant le document auquel ma collègue a  
2 fait référence.

3 LA GREFFIÈRE :

4 L'avis de... là je vous ai perdu, là.

5 Me SONIA LeBEL :

6 Le bilan. Oui.

7 LA GREFFIÈRE :

8 L'avis de cession de biens ou, l'autre, c'est le  
9 certificat.

10 Me SONIA LeBEL :

11 Le jugement.

12 LA GREFFIÈRE :

13 Le jugement.

14 Me SONIA LeBEL :

15 La cession au bénéfice des créanciers en général  
16 qui est un jugement de la Cour supérieure portant  
17 la cote 61P-686.

18 LA GREFFIÈRE :

19 686. O.K.

20

21 61P-686 : Cote réservée - Cession au bénéfice  
22 des créanciers en général - jugement  
23 de la Cour supérieure

24

25

1 Me SONIA LeBEL :

2 Et il y a également un résultat de recherche dans  
3 le registre des dossiers de faillite et  
4 d'insolvabilité concernant le dossier de monsieur  
5 Cloutier qui portera la cote 61P-687. Je  
6 m'assurerai auprès de vous, Madame la greffière,  
7 que votre p.-v. comporte les bonnes mentions.  
8 Merci.

9  
10 61P-687 : Cote réservée - Résultat de recherche  
11 dans le registre des dossiers de  
12 faillite et d'insolvabilité concernant  
13 le dossier de M. Gilles Cloutier.

14  
15 LA PRÉSIDENTE :

16 Alors, nous allons suspendre quelques minutes.

17 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

18 \_\_\_\_\_

19 REPRISE DE L'AUDIENCE

20 DISCUSSION DE PART ET D'AUTRE

21 (15:31:28)

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Bon. Alors, voici, Maître Tremblay. Je vous propose  
24 la chose suivante, je ne vous relève pas de votre  
25 secret de confidentialité, mais ce que je vous



1 invite à faire, c'est à préparer une requête écrite  
2 dans laquelle vous nous dites exactement ce que  
3 vous voulez avoir et vous en motivez les raisons et  
4 votre requête sera déposée sous scellés et nous  
5 en... et vous ferez un avis de présentation pour  
6 nous dire quand vous voulez que l'on entende cette  
7 requête-là.

8 Me ESTELLE TREMBLAY :  
9 Ça me convient parfaitement.

10 LA PRÉSIDENTE :  
11 Parfait.

12 Me ESTELLE TREMBLAY :  
13 Au revoir.

14 LA PRÉSIDENTE :  
15 Parfait. Alors, maintenant, il reste la requête  
16 pour l'octroi de qualité de monsieur Chevrette.  
17 Oui.

18 Me ÉRIKA PORTER :  
19 En fait, cet après-midi, Madame la Présidente,  
20 Monsieur le Commissaire, vous avez devant vous donc  
21 quatre requêtes, une requête pour obtenir le statut  
22 de participant qui vous est présentée par monsieur  
23 Chevrette; une requête pour faire entendre... en  
24 fait, qui est intitulée « Requête pour faire  
25 entendre Guy Chevrette à titre de témoin par le

1           Parti québécois ». On comprend que pourtant il est  
2           déjà entendu que monsieur Chevrette soit entendu.

3                       Dans un troisième temps, une requête afin  
4           de devancer l'interrogatoire de monsieur Guy  
5           Chevrette qui est présentée par monsieur Chevrette  
6           cette fois-ci; et une quatrième requête qui émane  
7           de la Société Radio-Canada cette fois-ci, soit une  
8           requête en révision de la décision du treize (13)  
9           mai deux mille treize (2013) pour ordonnance de  
10          non-publication dans le cadre du témoignage de  
11          Gaétan Turbide.

12                      Alors, je considère que cet ordre-là est  
13          approprié. Alors, ça nous mettrait une première  
14          requête avec maître Vallières pour la demande de  
15          statut de participant de monsieur Guy Chevrette.

16          LA PRÉSIDENTE :

17          Je vous écoute, Maître Vallières.

18          Me ÉRIC VALLIÈRES :

19          Est-ce que je peux m'installer là?

20          LA PRÉSIDENTE :

21          Oui, c'est votre place.

22          Me ÉRIC VALLIÈRES :

23          Et je n'ai pas de bouton rouge ici. Bon. C'est  
24          clair.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Mais oui. Mais oui.

3 Me ÉRIC VALLIÈRES :

4 Il y a un bouton.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Le bouton va s'allumer automatiquement. On le fait  
7 pour vous.

8 Me ÉRIC VALLIÈRES :

9 Ah! Très bien. Merci. Je vais m'habituer, je vais  
10 apprendre à parler à mon tour. Alors, je m'en  
11 excuse.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Pas de problème.

14 ARGUMENTATION PAR Me ÉRIC VALLIÈRES :

15 J'ai compris l'ordre suggéré par madame... maître  
16 Porter, pardon, la procureure, je vais donc vous  
17 adresser mes plaidoiries relativement à la requête  
18 pour demande de participation. J'avais pensé suivre  
19 avec mes plaidoiries pour la requête pour devancer  
20 l'interrogatoire plutôt que de passer le micro à la  
21 représentante du Parti québécois, mais je serai  
22 entre vos mains. Si vous préférez que je me rassois  
23 et que je revienne plaider cette deuxième requête-  
24 là plus tard, selon une séquence que vous  
25 préférerez, ça me conviendra aussi.

1                   Relativement à la requête pour être  
2 participant, je vais d'abord vous donner pourquoi,  
3 quand et ensuite les critères, on va discuter  
4 brièvement des critères.

5                   Alors, pourquoi? Bien, vous aurez compris  
6 que monsieur Chevrette veut absolument contre-  
7 interroger le témoin Guy Cloutier pour un certain  
8 nombre de raisons. Il est évident, d'après nous,  
9 qu'il y a un nombre de contradictions très  
10 important qui concernent directement monsieur  
11 Chevrette, qu'il y a des faits qui doivent être  
12 rectifier, qu'il y a des événements qui sont... qui  
13 concernent monsieur Chevrette et qui sont toujours  
14 imprécis. Beaucoup de contre-interrogatoires ont  
15 été tenus et on pense que monsieur Chevrette  
16 devrait pouvoir questionner certains faits qui le  
17 concernent directement et qui n'ont pas encore été  
18 traités.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Lesquels?

21 Me ÉRIC VALLIÈRES :

22 Par exemple, tout ce qui concerne la maison de  
23 Pointe-aux-Pics. On a dit Pointe-Aux-Pics, on a dit  
24 La Malbaie, la maison de La Malbaie. Alors, par  
25 exemple, comment les réservations auraient-elles

1       été faites; qui aurait été membre du groupe  
2       Chevrette; est-ce que monsieur Cloutier était  
3       présent. Il y a tout un paquet de faits...

4       LA PRÉSIDENTE :

5       Mais, lesquels?

6       Me ÉRIC VALLIÈRES :

7       Bien, ça, ce sont les questions. Les faits, je ne  
8       les connais pas, je veux dire, la réponse que  
9       monsieur Cloutier donnerait, je ne la connais...  
10      bien, c'est-à-dire que je connais la réponse de  
11      monsieur Chevrette, ce qu'il va dire quand il va  
12      venir témoigner. Mais, je pense qu'on a le droit  
13      d'avoir la thèse du témoin. Est-ce que selon  
14      monsieur Cloutier, par exemple, il a fait lui-même  
15      la réservation avec monsieur Chevrette dans ce  
16      qu'il dit avoir été une visite de monsieur  
17      Chevrette?

18               Alors, quand monsieur Chevrette va  
19      témoigner, nous espérons, le plus tôt possible, il  
20      va expliquer, il va donner sa version. Maintenant,  
21      j'aimerais avoir celle de monsieur Cloutier parce  
22      que je ne l'ai pas, je ne sais pas. Il a parlé du  
23      Groupe Chevrette. Est-ce qu'il y a un Groupe  
24      Chevrette? Combien de personnes dans le Groupe  
25      Chevrette? C'est lui qui a affirmé ça. Alors, je

1       pense que monsieur Chevrette est en droit de savoir  
2       qu'est-ce qui est précisément allégué contre lui à  
3       cet égard-là. Il y a beaucoup de choses qui ont été  
4       lancées comme ça, mais qui n'ont pas encore été  
5       précisées à cet égard-là et je pense que c'est  
6       important.

7               Le deuxième point, le fameux vingt-cinq  
8       mille dollars (25 000 \$); la fameuse, on va dire,  
9       tentative ou allégation de pot-de-vin; les dates  
10      des meetings ne sont pas claires; l'implication  
11      alléguée de monsieur Chevrette dans le processus de  
12      décision de la MRC n'a pas été précisée par le  
13      témoin. Il y a beaucoup d'affirmations qui sont  
14      faites, je dirai, gratuitement ou vaguement et qui  
15      nécessitent précision.

16             Maintenant, les parties ont tourné autour  
17      d'un certain nombre de ces éléments-là, mais sans  
18      nécessairement les attaquer comme monsieur  
19      Chevrette ou son procureur va le faire. Les  
20      « attaquer » n'est probablement pas le bon mot, les  
21      « tester », comme son procureur veut le faire.  
22      Parce que ces parties-là ont beaucoup de champs à  
23      couvrir et sont moins directement concernées par un  
24      certain nombre d'éléments.

25             Monsieur Chevrette a été une cible, je

1       pense que c'est assez évident. Deux fois, le témoin  
2       a repris... a pris le micro d'emblée pour dire « je  
3       veux juste préciser là qu'il y avait une  
4       magouille ». Alors, monsieur Chevrette est une  
5       cible explicite du témoignage de monsieur Cloutier.  
6       Il y a des portions qui le concernent directement  
7       et qu'on voudrait clarifier et ça ne l'a pas encore  
8       été.

9               Un des points que je voulais clarifier qui  
10       l'a maintenant été, c'est toute la question de  
11       Marie-Maude Denis, ça a été clarifié maintenant.  
12       Mais, les points que je vous ai mentionnés ne l'ont  
13       toujours pas été.

14              La question du cent mille dollars  
15       (100 000 \$) et du vingt-cinq mille dollars  
16       (25 000 \$) et du quatre-vingt mille dollars  
17       (80 000 \$); la question du voyage supposé que  
18       monsieur Cloutier aurait su, par magie, dix-huit  
19       (18) mois ou vingt-quatre (24) mois avant qu'il ne  
20       se fasse et qui justifie le paiement du vingt-cinq  
21       mille dollars (25 000 \$), dans ce que monsieur  
22       Cloutier nous dit.

23              Il y a beaucoup, beaucoup de faits qui  
24       tournent autour de monsieur Chevrette, pour  
25       lesquels nous n'avons que des allégations vagues.

1 Et je pense qu'il est en... en droit, c'est peut-  
2 être un grand mot, parce qu'on est devant une  
3 commission d'enquête et puis la discrétion est  
4 entre vos mains, mais je pense qu'en toute équité,  
5 monsieur Chevrette devrait pouvoir questionner ces  
6 faits-là.

7 Alors, une grande introduction, là, c'est  
8 la première des raisons pour laquelle... C'est un  
9 peu la raison aussi pour laquelle nous avons fait  
10 notre demande de contre-interrogatoire à l'origine,  
11 sans demander le statut de participant. J'ai bien  
12 noté, Madame la Présidente, vous avez dit que  
13 c'était en délibéré.

14 Maintenant, pourquoi, par ailleurs,  
15 demander en plus le statut de participant? Et  
16 j'arrive à ma deuxième raison. Nous voudrions faire  
17 des représentations finales. Puis là je vais en  
18 discuter plus amplement quand on va parler des  
19 critères, mais je pense qu'il y a un risque  
20 important que monsieur Chevrette soit visé  
21 directement, concerné, par le rapport.

22 Nous voudrions certainement faire des  
23 représentations finales à la Commission  
24 relativement aux faits, quand monsieur Chevrette  
25 témoignera, relativement au témoignage de monsieur



1 Cloutier, et à l'appréciation de la crédibilité de  
2 monsieur Cloutier. Je vais vous vendre mon punch  
3 tout de suite, là : on pense qu'elle est très  
4 faible. Vous ne serez pas surpris. Mais je pense  
5 qu'on va vous le démontrer. Mais on veut avoir  
6 cette opportunité-là. On veut l'avoir.

7 J'ai bien noté, dans votre décision de  
8 principe de juin deux mille douze (2012), je pense,  
9 sur le statut de participant et les critères qui  
10 s'appliquent, que vous avez dit aux individus qui  
11 ont fait une demande à ce moment-là qu'ils auraient  
12 éventuellement la possibilité de faire des  
13 représentations. Nous voulons faire des  
14 représentations, mais nous voulons aussi les faire  
15 en connaissance de cause, avec accès à la  
16 documentation qui est accessible aux parties. Pour  
17 l'instant, nous ne l'avons pas. Donc, signer un  
18 engagement de confidentialité, et avoir accès. Ça  
19 c'était la troisième raison.

20 La quatrième raison, nous pensons pouvoir  
21 contribuer aux travaux de la Commission. Monsieur  
22 Chevrette est un ancien ministre des Transports  
23 pendant la période pertinente. C'est un secret de  
24 polichinelle qu'on parle de transport. Alors, je  
25 pense qu'au-delà de toutes les allégations de

1 monsieur Cloutier...

2 (15:40:10)

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Vous savez que monsieur Chevrette est plus que  
5 bienvenu à rencontrer la Commission et rencontrer  
6 les enquêteurs et les procureurs.

7 Me ÉRIC VALLIÈRES :

8 Et il a certainement offert sa collaboration, et il  
9 va les rencontrer. Il les a rencontrés une heure,  
10 je pense, en urgence, parce qu'il a reçu un avis de  
11 dernière minute avant le témoignage de monsieur  
12 Cloutier...

13 LA PRÉSIDENTE :

14 C'est-à-dire qu'il avait été contacté avant.

15 Me ÉRIC VALLIÈRES :

16 On m'a expliqué. On m'a expliqué ça. Je...

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Bien là, vous ne pouvez pas dire de demi-vérités,  
19 là. Il avait été contacté avant, et comme je vous  
20 le dis, monsieur Chevrette est plus que bienvenu à  
21 rencontrer les enquêteurs de la Commission.

22 Me ÉRIC VALLIÈRES :

23 O.K. J'en prends bonne note. Je tiens à spécifier  
24 que je ne veux jamais dire de demi-vérités, que ça  
25 n'était pas du tout mon intention, et... Non mais

1 simplement pour être clair...

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Et je ne vous en fais pas reproche.

4 Me ÉRIC VALLIÈRES :

5 Merci. Merci beaucoup. Mais juste pour être clair,  
6 je ne sais pas combien de temps avant il a été  
7 contacté, puis ce n'est pas le procès de cette  
8 affaire-là, là, mais ma connaissance personnelle,  
9 je ne sais pas s'il a été contacté une journée  
10 avant ou un mois avant, c'est quelque chose que  
11 j'ignore. Je n'en ai pas discuté avec monsieur  
12 Chevrette. Alors, ça explique pourquoi je vous dis  
13 cela.

14 Il reste qu'il a été rencontré rapidement,  
15 une fois... Dans l'urgence, de toute façon, peu  
16 importe les raisons. Il a offert sa collaboration.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Les raisons étant celles de monsieur Chevrette.

19 Me ÉRIC VALLIÈRES :

20 Peut-être. Vous... Je n'en ai pas discuté avec lui.  
21 Je n'étais pas au dossier à ce moment-là, Madame la  
22 Présidente. Je suis rentré au dossier après. Alors,  
23 vous avez sans doute raison. Mais je... Je ne le  
24 sais pas. O.K.?

25 Ceci dit, je pense que c'est assez évident

1       que les douze (12) derniers jours ont été focussés,  
2       pour monsieur Chevrette, à suivre l'action. Et non  
3       pas à autre chose. Parce que les journaux sont  
4       pleins, des allégations à tous les jours, les  
5       nouveaux « mensonges » à tous les jours, des  
6       témoignages contradictoires et abraca... On suit,  
7       là. Alors la priorité, pour la minute, était de  
8       présenter nos trois requêtes, de demander un droit  
9       de contre-interroger, je pense que ça se comprend.

10               Mais nous pensons, et donc je prends note  
11       du fait que vous dites que monsieur Chevrette est  
12       le bienvenu, nous pensons qu'il peut contribuer aux  
13       travaux de la Commission, et c'est la quatrième  
14       raison pour laquelle nous demandons le statut de  
15       participant.

16               Quand? Immédiate... Bien, immédiatement...  
17       J'entends bien que vous allez peut-être prendre la  
18       décision au moment qui vous semblera opportun. Mais  
19       quant à nous, le plus rapidement possible. Parce  
20       qu'il y a un effet... Il y a un effet important  
21       pour tout le monde, toutes les parties concernées,  
22       la Commission, le public, au témoignage de monsieur  
23       Cloutier. Et je pense qu'il est contraire aux  
24       intérêts de l'objectif de la Commission de retarder  
25       cette décision-là. J'ai bien entendu ce que vous

1 m'avez dit.

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Il est certain que la décision va être rendue dans  
4 un avenir rapproché. Mais vous comprendrez en même  
5 temps que nous ne pouvons pas agir sous l'impulsion  
6 du moment, nous devons prendre un temps pour  
7 délibérer, et nous ne pouvons pas délibérer en même  
8 temps que nous siégeons. Alors, mais je prends  
9 bonne note de votre demande, et c'est sûr que ça ne  
10 sera pas dans un temps indu. Nous allons le faire  
11 le plus rapidement possible. Mais il faut prendre  
12 le temps de délibérer pour ça.

13 Me ÉRIC VALLIÈRES :

14 Je comprends.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Et on ne peut pas retarder, non plus, les travaux  
17 pour autant.

18 Me ÉRIC VALLIÈRES :

19 Je prends note de votre commentaire. Alors c'était  
20 mon chapitre « Quand ». Pardon?

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Parce qu'il reste les fins de semaine et le  
23 vendredi. Pour être plus claire.

24 Me ÉRIC VALLIÈRES :

25 Oui. Enfin. Je prends note de votre commentaire. On

1 n'est pas nécessairement d'accord. Parce que moi je  
2 pense que présentement, le dossier est chaud avec  
3 monsieur Cloutier. Et...

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Je comprends tout ça. Je comprends tout ça. Mais on  
6 ne peut pas agir sous pression.

7 Me ÉRIC VALLIÈRES :

8 Non non non. Et je comprends...

9 LA PRÉSIDENTE :

10 On ne peut pas faire ça.

11 Me ÉRIC VALLIÈRES :

12 Sachez bien que j'ai beau...

13 LA PRÉSIDENTE :

14 O.K.

15 Me ÉRIC VALLIÈRES :

16 Sauf que, Madame la Présidente, j'avais quand même  
17 compris - je fais un petit aparté - le deux (2)  
18 mai, que vous m'aviez dit, en réponse à maître  
19 LeBel qui disait, « On va plaider la requête lundi  
20 le treize (13) mai, quand on va reprendre les  
21 travaux », vous lui avez dit, « Oui mais maître  
22 Vallières aimerait savoir s'il faudrait qu'il se  
23 pré... - s'il faudrait, il y a un " rait " là -  
24 qu'il se prépare. Et donc, par conséquence, je peux  
25 vous dire, Maître Vallières, que je vais être très

1       réceptive, puis vous le contre-interrogez après  
2       les autres. » C'est ce que j'avais... « Je serai  
3       réceptive », vous n'avez pas décidé. Et vous avez  
4       dit je contre-interrogerai après les autres. Ça a  
5       évolué, apparemment, la situation.

6               Mais il reste que l'enjeu du timing, pour  
7       nous, est très important. Et je pense que la  
8       Commission, Madame la Présidente, a une obligation  
9       de rechercher la vérité. Mais elle a aussi une  
10      obligation de rechercher la vérité de façon  
11      efficace. On sera tous d'accord là-dessus, je  
12      pense. On ne sera peut-être pas d'accord sur ce  
13      qu'est l'effica... Pas ce qu'est, mais comment  
14      gérer, quelle est la meilleure façon d'avoir de  
15      l'efficacité ici. Mais je pense qu'on est d'accord  
16      sur votre réf...

17             L'autre chose, c'est que je pense que la  
18      Commission a un devoir de balancer ça... Pas de  
19      balancer, mais de concilier ces deux devoirs-là  
20      avec minimiser le préjudice à autrui dans ce  
21      contexte. Il n'y a pas de raison de créer...  
22      Autrement dit, là, il n'y a pas de raison de créer  
23      un préjudice inutile. Monsieur Chevrette... Je ne  
24      dis pas qu'on fait ça, là, juste pour le fun. C'est  
25      évident qu'on ne fait pas ça.

1                   Moi, ce que je vous dis, c'est que compte  
2           tenu de ça, je pense que le dossier est chaud  
3           présentement. Les allégations contre monsieur  
4           Chevrette sont très graves. Elles sont très  
5           sérieuses. Elles sont fausses. Et elles sont  
6           contradictaires.

7                   Dans ce contexte-là, je vous sou mets  
8           respectueusement qu'il est inhumain d'attendre huit  
9           mois ou six mois ou quatre mois ou trois mois.

10           (15:45:09)

11           LA PRÉSIDENTE :

12           Je vous dis tout de suite que c'est, ça ne sera pas  
13           ça, je peux vous rassurer tout de suite. Il ne sera  
14           pas question de rendre une décision dans un mois.  
15           Il ne sera pas question de ça du tout.

16           Me ÉRIC VALLIÈRES :

17           Très bien. J'avais compris ça de votre premier  
18           commentaire. Maintenant moi j'avais dérivé vers la  
19           tenue d'un interrogatoire de monsieur Chevrette  
20           éventuellement. Parce que c'est ce dont on parle,  
21           un interrogatoire qui aurait lieu à l'automne.  
22           C'est bien, il faut contre-interroger monsieur  
23           Cloutier, c'est évident. Mais au-delà de ça il faut  
24           que monsieur Chevrette s'explique devant la  
25           Commission parce qu'il y a, il a des choses à dire.



1 Et donc, ça, à mon avis, c'est, c'est inapproprié  
2 complètement de remettre ça à l'automne. Ça vient  
3 d'être fait. On a balancé un paquet de, je dis  
4 « on », je suggère le témoin, je ne mentionne pas  
5 les procureurs, mais on a balancé un paquet  
6 d'affirmations contredites, plusieurs se sont  
7 avérées fausses, démontrables devant la Commission.  
8 Ce n'est pas un témoin anodin. C'est un témoin qui  
9 a été mis en faux devant la Commission et à plus  
10 d'une reprise et qui attaque une personne publique,  
11 aimée, respectée, dont la réputation n'avait jamais  
12 été entachée jusqu'à ce moment-là. Alors, je pense  
13 que vous devriez prendre ça en considération dans  
14 le timing.

15 Et notre demande, je savais que je  
16 dériverais vers la deuxième requête, je me doutais  
17 un peu que c'était un peu lié, là. C'est pour ça  
18 que quant à la deuxième requête, notre demande est,  
19 je comprends qu'on ne sera peut-être pas d'accord,  
20 mais notre demande est de faire entendre monsieur  
21 Chevrette avant que la Commission passe à autre  
22 chose, parce que c'est la seule façon qu'on puisse  
23 voir, de minimiser le dommage à monsieur Chevrette  
24 en toute équité, tout en recherchant la vérité et  
25 en assurant une efficacité procédurale.

1                   Mes confrères diront vraisemblablement que  
2           le plan de la Commission, puis l'horaire, puis  
3           les..., à un moment donné ça se monte une  
4           Commission, on ne fait juste défiler les gens, je  
5           le comprends bien est incompatible avec ça. Moi je  
6           soumets puis il y a d'autres choses sur lequel  
7           monsieur Chevrette, on a parlé qu'il avait été  
8           ministre des Transports. Il y a d'autres choses  
9           dont on voudra parler avec lui et que possiblement.

10                   Moi je vous soumets que c'est certainement  
11           vrai, j'en suis convaincu. Mais qu'il faut balancer  
12           ça contre, et ça c'est, à mon avis, un exercice de  
13           balance, contre le préjudice causé à monsieur  
14           Chevrette par ce délai-là et je pense que c'est  
15           illégitime. Je pense qu'à la lumière du témoignage  
16           de monsieur Cloutier, de sa résonance médiatique et  
17           du tort causé à monsieur Chevrette, je vous  
18           soumets, Madame la Présidente, que c'est illégitime  
19           et que si vous mettez les deux éléments dans la  
20           balance, je pense qu'il faut entendre monsieur  
21           Chevrette maintenant. Avant qu'on passe à Laval.  
22           J'ai compris qu'on passait à Laval.

23           LA PRÉSIDENTE :

24           Ça ça voudrait dire que je rendrais ma décision  
25           maintenant.

1 Me ÉRIC VALLIÈRES :

2 Ça voudrait dire.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Je ne peux pas faire ça, Maître.

5 Me ÉRIC VALLIÈRES :

6 Je comprends, j'ai compris que vous étiez en  
7 désaccord. On n'est pas obligé d'être d'accord.

8 Mais moi c'est la demande que nous vous formulons.

9 Et je vous souligne que monsieur Chevrette est à  
10 Montréal, il est disponible pour être interrogé. Ça  
11 ne sera pas cet après-midi, on se comprend bien.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Mais je prends votre offre au vol. Les enquêteurs  
14 de la Commission vont se faire un plaisir de le  
15 rencontrer justement s'il est disponible.

16 Me ÉRIC VALLIÈRES :

17 On en parlera. Vous voyez que jusqu'à maintenant  
18 monsieur Chevrette il est scotché à la télévision  
19 et il suit le témoignage de monsieur Cloutier. Et  
20 là pour l'instant je pense que la prochaine étape,  
21 avant de rencontrer les enquêteurs c'est de venir  
22 s'expliquer à la Commission, et c'est ça pour nous  
23 qui est la prochaine étape pour monsieur Chevrette.

24 Alors, j'ai un peu anticipé tout mon plan  
25 de plaidoirie. Je retourne à ma première requête

1       qui est la requête sur le statut de participant. Il  
2       y a deux critères. Mes feuilles se sont mêlées.  
3       Voilà. Il faut un intérêt important et direct et il  
4       faut être susceptible d'être directement affecté  
5       par le rapport final.

6               Moi je vous sou mets que l'intérêt important  
7       et direct de monsieur Chevrette est double.  
8       Premièrement, à titre de ministre des Transports,  
9       monsieur Chevrette a occupé non seulement le titre  
10      de ministre des Transports, mais il a été ministre  
11      des Affaires sociales, ministre du Loisir, Chasse  
12      et Pêches, ministre des Affaires municipales,  
13      leader de l'opposition officielle, whip de  
14      l'opposition officielle, leader du gouvernement,  
15      chef intérimaire de l'opposition officielle, chef  
16      intérimaire du Parti québécois et qu'il a travaillé  
17      plus de vingt-six (26) ans à servir les intérêts du  
18      Québec.

19             Ce n'est pas pour faire un grand C.V. de  
20      monsieur Chevrette et de créer des effets, c'est  
21      seulement pour dire qu'il a, je pense, compte tenu  
22      de ça et compte tenu de ses postes ministériels, en  
23      particulier aux Transports, un apport qu'il  
24      pourrait amener.

25             Deuxièmement, toute la question du

1           témoignage de Guy (Gilles) Cloutier et des  
2           allégations qui ont été lancées. Alors, je pense  
3           qu'il a un intérêt double. Il a non seulement un  
4           intérêt important et direct, mais il est en plus  
5           susceptible d'être directement affecté.

6                     Je pense qu'il y a des précédents où je  
7           n'ai pas connaissance que vous avez rendu de  
8           décision où vous avez donné le statut à une  
9           personne physique, mais je pense qu'il y a des  
10          précédents pour des personnes morales, privées et  
11          qui ont été rendues assez rapidement.

12                    Je pense notamment à Roche. Je pense à la  
13          situation de Dessau. C'est toutes des situations  
14          différentes de la nôtre évidemment, mais ce sont  
15          des précédents où la Commission a octroyé des  
16          statuts de participant avec certaines modalités  
17          restreintes dans certains cas, rapidement.

18                    Dans le cas d'Union Montréal, le statut a  
19          été demandé, d'après ce que j'ai vu sur le site de  
20          la Commission, je ne prétends pas, vous le savez  
21          plus que moi, là, peut-être que je me trompe ou  
22          j'ai mal interprété, mais le vingt-deux (22)  
23          octobre est donné le vingt-trois (23).

24                    Dans le cas de Roche, bizarrement la  
25          requête est datée du huit (8) puis l'ordonnance du

1       deux (2), mais je ne sais pas comment ça a marché,  
2       mais ça peut se faire vite.

3               Alors, c'est pour ça que quant au statut de  
4       participant, moi je vous sou mets que je pense que  
5       ça peut se faire vite. Quant à la requête pour  
6       témoigner, bien j'ai anticipé sur ma plaidoirie, je  
7       pense vous l'avoir fait, je n'aime pas me répéter,  
8       puis je suis certain que vous détestez les gens qui  
9       se répètent. Alors, je pense que ça devrait être  
10      fait.

11      LA PRÉSIDENTE :

12      Je ne déteste personne, Maître.

13      Me ÉRIC VALLIÈRES :

14      Non, non, pas les gens, vous détestez peut-être le  
15      fait de se répéter et non pas les gens qui se  
16      répètent, bien entendu. Voilà. Merci.

17      LA PRÉSIDENTE :

18      Alors, merci, Maître Vallières. Donc, qui sera la  
19      prochaine personne?

20      Me ESTELLE TREMBLAY :

21      Je n'ai rien à ajouter aux propos de maître  
22      Vallières et je fais mien ses arguments.

23      Me ÉRIC VALLIÈRES :

24      J'ai un oubli, Madame la Présidente. Dans notre  
25      requête pour statut de participant, je voulais

1 amender pour ajouter la conclusion suivante, avec  
2 votre permission. Je voulais ordonner, ordonner,  
3 c'est les motifs, là. Qu'il soit ordonné à la  
4 Commission de transmettre confidentiellement au  
5 requérant dès que possible une copie des extraits  
6 tirés des différentes déclarations faites par le  
7 témoin Gilles Cloutier de même que des notes  
8 d'entrevues des policiers et/ou enquêteurs  
9 concernant les allégations de complicité pour  
10 trafic d'influence qu'il a faites.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Je vous arrête tout de suite, Maître Vallières, ça  
13 c'est une requête tout à fait distincte.

14 Me ÉRIC VALLIÈRES :

15 Très bien.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Et si vous voulez faire une requête à cet effet-  
18 là...

19 Me ÉRIC VALLIÈRES :

20 On la fera à part.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 ... vous la ferez à part et vous allez la motiver.

23 Me ÉRIC VALLIÈRES :

24 Très bien. Merci. Oui.

25

1 Me ÉRIKA PORTER :

2 Peut-être avant de passer à la requête des médias,  
3 Madame la Présidente, quelques commentaires. Tout  
4 d'abord, je comprends que la requête de maître  
5 Tremblay cherche le même objectif puisqu'elle se  
6 rallie à l'argument de maître Vallières. C'est donc  
7 dire qu'il ne s'agit pas d'une demande pour être  
8 entendu mais bien pour devancer le témoignage.

9 Ceci étant, comme vous savez, le rôle d'un  
10 procureur de la Commission dans une telle situation  
11 est un rôle un petit peu particulier. J'en glissais  
12 un mot hier. Effectivement, nous n'avons pas de  
13 cause à gagner ni à perdre. Le seul objectif visé  
14 par les représentations de ce jour est de fournir  
15 un éclairage qui pourrait être supplémentaire à  
16 celui qui a été offert par maître Vallières.

17 Les parties et les intervenants, nous ne  
18 sommes pas dans un processus adversarial, mais bien  
19 dans un processus d'enquête. Et à cette enseigne,  
20 nous avons un devoir d'enquête et d'éducation. Vous  
21 avez entendu les arguments de maître Vallières,  
22 lesquels sont clairs et, bien entendu, servent les  
23 intérêts de monsieur Chevrette qui est le client de  
24 maître Vallières.

25 À titre de procureur de la Commission, pour



1       ma part, je souhaite simplement mettre en relief le  
2       processus de mise en équilibre qui doit s'opérer  
3       dans le cadre des décisions, puisqu'elles sont  
4       nombreuses, que vous aurez à rendre. Parce qu'on  
5       doit mettre en équilibre cet intérêt-là qui vous a  
6       été démontré, en fait plaidé par maître Vallières  
7       avec l'intérêt public général de la Commission que  
8       vous êtes en train de présider. Alors, cet intérêt  
9       public-là comprend bien évidemment les arguments,  
10      si vous voulez, que maître Vallières vous a  
11      présentés. Maintenant, ils comportent également  
12      d'autres éléments que nous devons garder dans la  
13      ligne de mire au moment de se questionner sur les  
14      décisions à rendre.

15             Ainsi, le travail de la commission  
16      d'enquête est un travail où le principal mandat est  
17      d'enquêter et d'éduquer, et cela avec efficacité,  
18      avec concision. Tout cela commande énormément de  
19      cohérence dans l'exécution d'un mandat qui est à  
20      durée très limitée. De fait, en date de ce jour, si  
21      je ne m'abuse, il ne reste qu'environ un an et  
22      demi, parce qu'il y aura ensuite la période où le  
23      rapport devra être rédigé. C'est donc dire que la  
24      période pour procéder à l'audition des différents  
25      témoins est absolument limitée.

1                    Dans ce cadre-là, évidemment, autant on  
2                    doit travailler avec cohérence, autant on doit  
3                    éviter de travailler avec trop d'empressement et de  
4                    réagir aux arguments du jour. Pourquoi? Parce que  
5                    cette planification-là de témoins fait en sorte, en  
6                    fait le temps est limité, et l'efficacité requise  
7                    font en sorte qu'on ne peut se permettre de faire  
8                    entendre à deux ou trois reprises des témoins. Or,  
9                    cette situation-là, telle qu'elle se présente  
10                   aujourd'hui, requerrait cette éventualité.

11                   Vous avez des outils afin de parvenir à  
12                   votre mission, certains outils de contrainte au  
13                   niveau de la demande du témoin puis des outils  
14                   aussi d'enquête.

15                   Maintenant, il s'agit d'un contexte, même  
16                   s'il s'agit d'outils d'enquête, qui est différent  
17                   de celui du procès. Nous ne sommes pas devant un  
18                   procès. Et les règles que l'on rencontre devant le  
19                   tribunal ne s'appliquent pas devant vous  
20                   aujourd'hui.

21                   Nous travaillons avec les règles qui sont  
22                   propres à celles d'une commission d'enquête. Et  
23                   bien entendu, c'est sûr et certain que devant...  
24                   Lors d'un procès, il y a un concept qui s'appelle  
25                   la mise en péril. Je ne dirai pas que l'exercice de

1 la commission d'enquête va sans risque, parce que  
2 vous en avez eu la preuve. Effectivement, des  
3 réputations peuvent être écorchées et ça entraîne  
4 des situations qui ne sont pas faciles pour les  
5 personnes concernées.

6 Maintenant, la réalité est aussi qu'il n'y  
7 a pas de risque de perte de liberté à proprement  
8 parler. Votre devoir de commissaire et de  
9 présidente est de faire enquête, de faire rapport.  
10 Il n'y aura pas de condamnation. Il n'y aura pas de  
11 condamnation pécuniaire non plus. Parce que votre  
12 premier mandat est celui d'enquêter selon les  
13 lignes de votre mandat qui a été ordonné par  
14 décret.

15 Et ce mandat-là couvre, bien entendu, il y  
16 a maintenant de cela quelques jours, on entend  
17 monsieur Cloutier, il est contre-interrogé, il a  
18 été contre-interrogé avec rigueur et fermeté, et il  
19 faut, je crois, revenir à ce qu'est le mandat de la  
20 Commission, c'est-à-dire d'examiner l'existence de  
21 stratagèmes et, le cas échéant, de dresser un  
22 portrait de ceux-ci qui impliqueraient des  
23 possibles activités de collusion et de corruption  
24 dans l'octroi et la gestion des contrats publics  
25 dans l'industrie de la construction, incluant

1           notamment les organismes et les entreprises du  
2           gouvernement et les municipalités, incluant les  
3           liens possibles avec le financement des partis  
4           politiques.

5                   Ce n'est que le premier des trois sujets  
6           auxquels cette commission doit s'adresser. Le  
7           deuxième étant de dresser un portrait de possibles  
8           activités d'infiltrations dans l'industrie de la  
9           construction par le crime organisé, et aussi  
10          d'examiner des pistes de solutions, et de faire des  
11          recommandations en vue d'établir des mesures  
12          permettant d'identifier, d'enrayer et de prévenir  
13          la collusion et la corruption dans l'octroi et la  
14          gestion des contrats publics dans l'industrie de la  
15          construction, ainsi que l'infiltration de celle-ci  
16          par le crime organisé. Et tout ça portant, Madame  
17          la Présidente, Monsieur le Commissaire, sur les  
18          quinze (15) dernières années.

19                   Il m'importait de vous réitérer le mandat  
20          de la Commission. Pourquoi? Parce que c'est très -  
21          comment dire- notre attention est justement attirée  
22          par les propos, par les plaidoiries qui concernent  
23          monsieur Chevrette depuis maintenant quelques  
24          jours. Mais il convient, considérant la durée  
25          limitée du mandat de la Commission, d'éviter de

1 travailler avec trop d'empressement, et de  
2 s'assurer de continuer à travailler avec  
3 concentration dans le respect des directions.

4 Maintenant, lorsque je dis ça comme je le  
5 dis, et je le répète, ce n'est pas parce que je  
6 suis... je cherche à être l'adversaire du point de  
7 vue de monsieur Chevrette, ou du Parti québécois en  
8 l'occurrence. Mais c'est bien parce que dans ce  
9 processus de mise en équilibre, il y a l'intérêt de  
10 monsieur Chevrette et les intérêts qui vous ont été  
11 présentés, mais d'autres intérêts doivent aussi  
12 être mis en équilibre. Même si ces derniers  
13 intérêts incluent ceux de monsieur Chevrette.

14 Notamment, lorsque vous allez avoir à  
15 décider de ces demandes, vous devez aussi avoir à  
16 l'esprit les demandes qui ont été formulées par  
17 d'autres individus, notamment par monsieur  
18 Tremblay, et vous pouvez, bien entendu, Monsieur le  
19 Commissaire, Madame la Présidente, profiter de ce  
20 qu'a été le vécu de la Commission au cours des  
21 derniers mois afin de vous inspirer de la  
22 situation.

23 On se souviendra qu'à certains moments il  
24 peut être opportun, pour la personne qui  
25 demanderait à être entendue maintenant, de plutôt

1           avoir le bénéfice de toute la preuve qui va être  
2           présentée éventuellement concernant ce sujet.

3                       Bien entendu, qui est monsieur Chevrette,  
4           et quel est l'intérêt? Moi je vais parler des  
5           requêtes qui sont devant vous aujourd'hui, puisque  
6           c'est ce que j'ai. J'ai, disons, on voit qu'au  
7           soutien de la requête, pour obtenir le... pour  
8           devancer son témoignage, monsieur Chevrette a  
9           produit un RTA. Ce qui est à notre façon, ici, à la  
10          Commission, puisque les règles habituelles, lors  
11          d'un procès, ne s'appliquent pas, le résumé de  
12          témoignage anticipé que viendrait rendre monsieur  
13          Chevrette.

14                     Je vous demande, dans l'exercice du travail  
15          que vous avez à faire, de bien tenir compte de ce  
16          que ce RTA contient et de vous questionner par  
17          rapport à ce qui doit faire l'objet de l'intérêt de  
18          la Commission par rapport à monsieur Chevrette.  
19          Qui, comme le soulignait maître Vallières bien  
20          justement, est quelqu'un qui est impliqué, a eu une  
21          charge publique importante pendant une bonne partie  
22          de la période qui est concernée par le mandat de la  
23          Commission.

24                     Vous allez aussi pouvoir apprécier le fait  
25          du contre-interrogatoire qui a été tenu à la

1           lumière de ce que monsieur... de ce que maître  
2           Vallières, pardon, vient de vous avancer comme  
3           questions qu'il souhaiterait poser au témoin.

4                       Vous allez devoir aussi tenir compte du  
5           fait que nous avons dû passer au moins deux heures  
6           de temps d'audition sur un mensonge qui était  
7           pourtant admis par un témoin devant la Commission.  
8           Que nous avons passé, sans doute, plusieurs  
9           minutes, je n'irai pas jusqu'à dire une heure, mais  
10          sur une transaction qui concernait la vente d'une  
11          maison qui était bien... dont l'intérêt est bien  
12          éloigné par rapport à ce qui fait l'objet du mandat  
13          de la Commission.

14                     Alors oui, oui, effectivement, comme vous  
15          le disiez, Madame la Présidente, la Commission doit  
16          sans aucun doute être sensible et ouverte face à la  
17          situation, et je ne conclus pas, je ne conclus en  
18          rien. Parce que l'entièreté de la décision vous  
19          appartient, et l'entièreté de cette décision, ma  
20          foi, doit être faite avec la mise en équilibre de  
21          l'ensemble de l'intérêt de tous. Merci.

22          LA PRÉSIDENTE :

23          Merci. Maintenant, est-ce qu'on passe... On est  
24          prêt à passer à la requête des médias?

25

1 Me ÉRIKA PORTER :

2 Oui. On va passer à la requête des médias.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Parfait.

5 Me ÉRIKA PORTER :

6 Maître Gagnon. Merci.

7 (16:02:45)

8 ARGUMENTATION PAR Me GENEVIÈVE GAGNON :

9 Alors bonjour, Madame la Présidente, Monsieur le  
10 Commissaire. Geneviève Gagnon pour la Société  
11 Radio-Canada. On a jugé nécessaire de présenter une  
12 requête aujourd'hui, à la suite de la décision qui  
13 a été rendue hier, puisqu'on voulait soulever tout  
14 de suite une difficulté d'application réelle qui  
15 pourrait...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Il y a peut-être juste l'intitulé de votre  
18 requête...

19 Me GENEVIÈVE GAGNON :

20 Oui.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 ... qui me fait un peu sourciller.

23 Me GENEVIÈVE GAGNON :

24 Oui.

25



1 LA PRÉSIDENTE :

2 Parce que c'est une requête en révision...

3 Me GENEVIÈVE GAGNON :

4 Oui.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 ... de la décision que nous avons rendue.

7 Me GENEVIÈVE GAGNON :

8 Oui.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Or, ce n'est peut-être pas le bon forum pour une

11 requête en révision, alors j'imagine que c'est

12 plutôt une requête visant les modalités

13 d'application de la requête, de la décision?

14 Me GENEVIÈVE GAGNON :

15 En fait, ça vise les modalités d'application de la

16 requête. La raison pour laquelle j'ai utilisé le

17 mot « révision », c'est que puisque c'est une

18 ordonnance de non-publication, vous avez toujours,

19 en tant qu'instance, la possibilité de réviser vos

20 ordonnances de non-publication si, par exemple, de

21 nouveaux faits surviennent, ou si on vous fait état

22 de certaines difficultés, comme celles dont je vous

23 fais état dans la requête. C'est la raison pour

24 laquelle j'ai utilisé ce terme. Et non pas pour

25 faire référence à la révision judiciaire,

1 effectivement. Le choix a été réfléchi.

2 Alors, et vous allez voir c'est vraiment  
3 une difficulté d'application. On trouvait ça  
4 essentiel de le soulever maintenant, avant que le  
5 témoignage de monsieur Turbide commence en public,  
6 parce qu'on voulait que toutes les parties en  
7 soient informées à ce stade-ci.

8 Alors écoutez, la difficulté d'application  
9 dont on fait mention se retrouve au paragraphe  
10 60... Je ne veux pas faire d'erreur... Voilà. 67 de  
11 votre décision, qui concerne une ordonnance à  
12 venir. En fait, vous avez mentionné au paragraphe  
13 65 de la décision que la Commission voudrait  
14 entendre les parties une fois le témoignage de  
15 monsieur Turbide terminé, pour déterminer  
16 effectivement les modalités d'application et de  
17 voir dans quel délai est-ce qu'une ordonnance de  
18 non-publication pourrait prendre effet avant le  
19 procès à venir.

20 Au paragraphe 67 de la décision, vous  
21 mentionnez que les médias devront, à ce moment-là :

22 ... retirer de leur site internet et  
23 de toute autre plate-forme de  
24 diffusion les reportages faisant état  
25 du témoignage en question.

1                   Et, là, est la difficulté d'application  
2                   réelle pour ma cliente, la Société Radio-Canada. Je  
3                   comprends que maître Bantey a fait mention aussi  
4                   que ses clientes concourraient, là, à nos motifs et  
5                   que c'est également le cas pour eux.

6                   Vous allez retrouver à la, en annexe à  
7                   notre requête, un affidavit de monsieur Pierre  
8                   Champoux qui est le directeur de l'information  
9                   continue multi-plate-forme à la Société Radio-  
10                  Canada et qui s'occupe de gérer en fait toute  
11                  l'information des plates-formes numériques de la  
12                  Société Radio-Canada.

13                  Et c'est pour ça qu'on vous fait ces  
14                  représentations-là maintenant, parce qu'à partir du  
15                  moment où l'information va devenir publique, on  
16                  risque de ne pas être capable de la rattraper.

17                  LA PRÉSIDENTE :

18                  Oui, on fait...

19                  Me GENEVIÈVE GAGNON :

20                  Oui.

21                  LA PRÉSIDENTE :

22                  ... je fais quand même, nous faisons une différence  
23                  entre les médias, entre les sociétés qui diffusent,  
24                  les diffuseurs, comme Radio-Canada, LCN, RDI et  
25                  tous les autres.

1 Me GENEVIÈVE GAGNON :

2 Oui.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Et quelqu'un qui irait de lui-même sur YouTube, par  
5 exemple, pour aller chercher un extrait de ce qui a  
6 été dit.

7 Me GENEVIÈVE GAGNON :

8 Je comprends.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Il y a quand même une différence importante nous  
11 pensons, dans le sens que nous croyons que des  
12 directives appropriées au moment du choix des jurés  
13 vont être, vont être applicables et vont être  
14 suffisantes, en autant qu'il n'y a aucune des  
15 sociétés, aucun diffuseur que ce soit par hyperlien  
16 ou autrement ne diffuse sur son site le témoignage  
17 de monsieur Turbide.

18 Me GENEVIÈVE GAGNON :

19 Je comprends tout à fait et ce que je veux vous  
20 proposer, ce qu'on veut vous proposer aujourd'hui  
21 va tout à fait dans ce sens-là. Et d'ailleurs je  
22 dois vous dire que j'ai parlé avec mon collègue du  
23 DPCP qui n'avait absolument pas de contestation à  
24 ce qu'on proposait aujourd'hui. Je comprends que  
25 tout le monde serait confortable avec ça.

1                   Ce qu'on propose c'est que parce que, pour  
2                   répondre à votre première préoccupation, on ne fait  
3                   pas référence, on fait référence à tout ce qui est  
4                   géré sur le site Radio-Canada.ca, parce que vous  
5                   allez le voir, sans vouloir donner des exemples  
6                   exhaustifs, mais ce que monsieur Champoux explique  
7                   dans son affidavit.

8                   C'est qu'à partir du moment où vous avez un  
9                   reportage qui est fait, ce reportage-là oui est  
10                  diffusé dans un téléjournal, par exemple. Mais que  
11                  le reporter ou l'analyste va se retrouver dans  
12                  différentes émissions d'informations que ce soit  
13                  radio, télévision, et que ce soit également par la  
14                  suite sur le réseau anglais, sur le réseau français  
15                  et aussi dans les émissions régionales.

16                  Et tout ça se retrouve dans différentes  
17                  émissions sur le site Internet, ce qui fait que ça  
18                  devient très difficile de suivre la trace d'une  
19                  nouvelle. Le reportage lui-même peut-être que c'est  
20                  plus facile, mais de suivre la trace de tout ce qui  
21                  a été les extraits du reportage, de tout ce qui a  
22                  été par la suite disséminé, c'est le mot que  
23                  j'utiliserais, c'est vraiment ça qui est difficile.

24                  Alors, ce qu'on propose, c'est que vous  
25                  allez voir aussi dans l'affidavit de monsieur

1 Champoux, lui il est capable de déterminer que dans  
2 le fond l'achalandage sur une nouvelle se fait dans  
3 les premières vingt-quatre (24) heures. Et  
4 qu'ensuite l'achalandage décroît de manière très  
5 significative et qu'après un certain temps c'est  
6 négligeable sinon inexistant l'achalandage.

7 Alors, on a lu les motifs de votre décision  
8 et pour, en fait, rester dans l'esprit des motifs  
9 de votre décision dans laquelle vous dites ce qu'on  
10 veut éviter et là je vous réfère spécifiquement au  
11 paragraphe 61, pour ce qu'il importe c'est d'éviter  
12 de faire revivre la publicité entourant le  
13 témoignage de Gaétan Turbide au moment du procès.

14 Nous ce qu'on propose c'est d'ajouter en  
15 fait à l'ordonnance qui sera éventuellement rendue  
16 au moment où on fera l'audition prévue au  
17 paragraphe 65 en disant, il y aura une ordonnance  
18 de non-publication qui interdira également de faire  
19 revivre des témoignages antérieurs. Donc, de créer  
20 des hyperliens dont on parlait. De faire référence  
21 à des nouvelles, à des reportages, qui ont été  
22 faits par le passé.

23 Mais sans enlever les archives sur lequel  
24 il n'y a pas cet achalandage qui ne..., en fait  
25 l'équivalent c'est de dire parce que dans le fond

1 ce qui est sur le site Internet, mais qui est  
2 considéré comme des archives, c'est la même chose  
3 qu'à notre avis ce qu'on vous soumet, que a pour un  
4 journal qui va retrouver ses archives à la  
5 Bibliothèque nationale, par exemple.

6 Radio-Canada conserve ses archives sur son  
7 site Internet. Mais si les archives sont conservées  
8 ça ne veut pas dire qu'il y a l'achalandage au  
9 niveau de la couverture médiatique que je comprends  
10 qu'on veut éviter.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Mais on peut bloquer les archives.

13 Me GENEVIÈVE GAGNON :

14 Mais c'est ce qu'on vous soumet, c'est ce qu'on  
15 vous soumet au niveau de la preuve, c'est que c'est  
16 extrêmement difficile de pouvoir aller rechercher  
17 tous ces éléments-là. Et que Radio-Canada se  
18 retrouverait dans une situation d'outrage au  
19 tribunal potentiel. Non seulement sur son propre  
20 site puis après je vous parlerai si c'est  
21 nécessaire des partenaires à qui cette information-  
22 là est vendue qui elle aussi la publie, mais avec  
23 la bannière Radio-Canada.

24 Donc, encore là c'est Radio-Canada qui est  
25 potentiellement soumis à l'outrage pour de

1 l'information qui par ailleurs est diffusée par  
2 quelqu'un qui n'est plus, qui est un tiers rendu  
3 là. Alors, ça c'est quelque chose, c'est un autre  
4 aspect qui pour nous est très, très problématique  
5 parce qu'il y a beaucoup de contrats avec des  
6 partenaires comme ceux-là.

7 C'est l'information de Radio-Canada qui est  
8 vendue par des ententes commerciales. Mais c'est le  
9 nom du journaliste et c'est l'image, c'est le logo  
10 de Radio-Canada qui est là sur, par exemple,  
11 Sympatico ou sur d'autres plates-formes qui ne sont  
12 plus contrôlés, à ce moment-là, par Radio-Canada.  
13 Alors, ça c'est un problème.

14 Mais sur le problème, sur le site même de  
15 Radio-Canada, je vous invite à prendre connaissance  
16 en détail de l'affidavit de Pierre Champoux qui, à  
17 mon avis, explique très bien pourquoi est-ce qu'il  
18 devient extrêmement difficile de suivre le parcours  
19 de la nouvelle, de garder sa trace. Si on le prend  
20 ensemble. À partir du paragraphe 2, il explique  
21 que, en fait ce qu'ils font sur le site web, c'est  
22 qu'ils publient la nouvelle dans un article sur le  
23 site web auquel ils ajoutent, par exemple, des  
24 reportages, des commentaires, donc des extraits  
25 vidéos. Ça, c'est une chose.



1                   Mais à partir de là, le reportage ou  
2                   l'article peut être intégré à plusieurs. Le  
3                   reportage ou le commentaire peut être intégré à  
4                   plusieurs articles tout dépendant de la pertinence.  
5                   Le reportage va être diffusé dans plusieurs  
6                   bulletins de nouvelles ou téléjournaux, que ce soit  
7                   nationaux ou régionaux. Et, là, on se retrouve avec  
8                   des plateformes différentes. Parce que dès qu'on se  
9                   retrouve dans le régional, on se retrouve avec des  
10                  plateformes différentes.

11                 Ce bulletin-là peut être, ce reportage-là  
12                 peut être découpé. Il peut y en avoir des extraits  
13                 qui se retrouvent dans d'autres téléjournaux, qui  
14                 se retrouvent dans d'autres émissions  
15                 d'informations. Le reporter lui-même ou le  
16                 commentateur va ensuite être invité dans  
17                 différentes émissions. Je vous donne des exemples.  
18                 Il y a un commentateur qui peut être invité au 24h  
19                 en 60 minutes à RDI; il y en a un autre, un  
20                 reporter, qui va être invité à l'émission Désautels  
21                 l'après-midi à la radio; il y en a un autre qui va  
22                 être invité le matin à l'émission C'est bien  
23                 meilleur le matin de René Homier-Roy.

24                 Donc, on se retrouve avec plusieurs  
25                 émissions. Et c'est là où on perd la trace de la

1 nouvelle. C'est à peu près impossible de garder  
2 cette trace-là. Et ce qu'on vous dit, c'est que,  
3 malheureusement, on pense qu'à partir du moment où  
4 l'information est disséminée, on ne pourra pas tout  
5 retracer, et donc on fera face à l'outrage parce  
6 qu'on ne sera pas capable d'aller rechercher tout  
7 ce qui est sorti. Et, ça, oui, c'est dans  
8 l'instantané parce que c'est sur des émissions de  
9 radio ou de télé, mais ces émissions-là ont leur  
10 propre site web, elles sont conservées pendant un  
11 certain temps, pas toutes indéfiniment, mais  
12 certaines sont là pendant plus ou moins longtemps.

13           Donc, il y a un risque de... vraiment de  
14 dispersion de l'information qui fait que, même sur  
15 le site de radiocanada.ca, si je fais abstraction  
16 des autres partenaires, qu'on ne puisse toute la  
17 récupérer. Et, ça, c'est pour ça que ça nous cause  
18 vraiment un problème. En plus, comme je vous disais  
19 tout à l'heure, c'est la question des archives,  
20 c'est les archives de Radio-Canada qui se  
21 retrouvent sur le site Internet.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Ça, j'ai un peu de difficulté avec ça. Parce qu'il  
24 me semble qu'il doit y avoir quelque chose qui doit  
25 se faire pour empêcher une personne d'aller, au

1 moment où la date sera fixée dans le temps, d'aller  
2 même dans les archives de Radio-Canada. Il me  
3 semble que quelque chose doit être fait. On ne peut  
4 pas vous en tenir rigueur pour ce que quelqu'un  
5 d'autre ferait. Cette personne-là... non pas la  
6 personne, mais l'autre réseau sera responsable de  
7 ses propres gestes. Mais il me semble que Radio-  
8 Canada peut empêcher quelqu'un d'aller dans ses  
9 archives pour un temps. Évidemment, on s'entend que  
10 c'est pour un certain temps.

11 Me ÉRIKA PORTER :

12 Ça, je comprends. Ça, je comprends que c'est  
13 pour...

14 LA PRÉSIDENTE :

15 C'est limité dans le temps.

16 Me ÉRIKA PORTER :

17 Ça, je comprends que c'est limité dans un temps. Et  
18 je ne serais probablement pas devant vous si on  
19 avait une identification précise. Par exemple, ce  
20 que Pierre Champoux donne comme exemple dans son  
21 affidavit, c'est si on a un reportage précis avec  
22 ce qu'on appelle un URL précis, ça peut être  
23 difficile, mais on peut aller le retrouver. Ça peut  
24 être une question de temps. Il faut trouver les  
25 caches et tout ça, mais on peut aller le retrouver.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Sachant cela d'avant...

3 Me ÉRIKA PORTER :

4 Oui.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 ... est-ce que vous n'êtes pas capable justement de  
7 prendre les précautions qu'il faut avec les outils  
8 qu'il faut pour être capable, en même temps que  
9 vous allez le mettre en lien, vous allez le  
10 diffuser, en même temps vous allez pouvoir avoir  
11 l'outil qu'il faut pour le bloquer?

12 Me ÉRIKA PORTER :

13 Ce qu'on me dit, et encore là, je vous dis, on a  
14 travaillé très fort hier soir pour comprendre toute  
15 cette mécanique-là, ce qu'on me dit, c'est que la  
16 nouvelle se diffuse et que c'est à peu près  
17 impossible de certifier qu'il n'y en a plus, de  
18 certifier que tout a été enlevé. C'est pour ça que  
19 je vous propose une mesure alternative, parce que  
20 je considère qu'il y a un préjudice qui serait  
21 causé à ma cliente, et je comprends les  
22 circonstances, et je vous propose une alternative  
23 qui, à mon avis, et je pense qu'il n'y a pas de  
24 contestation de ce côté-là non plus, remplirait les  
25 objectifs visés par la Commission et par les motifs

1 de votre décision, puisque s'il n'y a aucun rappel,  
2 aucun hyperlien, aucun rappel au témoignage, on  
3 ne... évidemment, on ne fera pas un article, et ça  
4 serait l'objet de l'ordonnance de non-publication  
5 qui dirait, bon, le procès commence, allez voir nos  
6 articles qu'on a fait et on met les... Ça, là, ça  
7 ne se ferait pas de toute manière, je peux vous le  
8 dire, ce n'est pas la pratique. Et s'il y a une  
9 ordonnance en plus qui l'interdit, bien, ça évite  
10 qu'il y ait un achalandage.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Chose est certaine, l'ordonnance, elle, devra être  
13 publiée ad nauseam.

14 Me ÉRIKA PORTER :

15 Oui, je comprends. Elle devra être publicisée. Je  
16 comprends ça. Alors voilà, c'est l'alternative  
17 qu'on vous propose et qui, à notre avis, remplit  
18 les objectifs. C'est pour ça qu'on vous a fait de  
19 la preuve aussi à cet effet-là au niveau de  
20 l'achalandage pour dire : voici, ça remplit les  
21 objectifs qui sont recherchés, et ça serait  
22 probablement l'atteinte minimale qu'on recherche.  
23 C'est ce que je vous propose.

24 Pour le reste, écoutez, on s'était entendu  
25 entre procureurs pour dire, si tout le monde

1 s'entend, pour nous, ce qui était important, c'est  
2 de vous faire état de cet élément-là avant que le  
3 témoignage public commence. Vous le comprendrez.  
4 Mais on n'a pas d'objection à faire le débat sur le  
5 reste des modalités après le témoignage, ça, il n'y  
6 a pas de problème avec ça.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Ce que vous demandez, c'est qu'on vous donne un  
9 hyperlien URL. Le paragraphe 14.

10 Me ÉRIKA PORTER :

11 En fait, c'est un exemple.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 O.K.

14 Me GENEVIÈVE GAGNON :

15 En fait, c'est... Et cet exemple-là est pour  
16 répondre à la partie de la décision où vous faites  
17 référence à la décision de madame la juge Bourque.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Oui.

20 Me GENEVIÈVE GAGNON :

21 Bon. Alors, dans cette affaire-là, c'était  
22 particulier, ça avait fait l'objet d'une entente  
23 entre les parties.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Oui. Tout à fait.

1 Me GENEVIÈVE GAGNON :

2 Et effectivement, ce qui avait été convenu, c'est  
3 de dire « on va retirer le reportage d'enquête  
4 « Anguille sous roche » avec un URL précis »  
5 justement parce que, le reste, c'était... on  
6 faisait face à la même complication. On n'était pas  
7 capable d'aller rechercher tout le reste, on  
8 n'était pas capable d'aller rechercher les  
9 différentes nouvelles, les différents... ce que  
10 j'appellerais les petits bébés de ce reportage-là.  
11 On faisait face exactement à la même complication  
12 et ça n'a pas été le seul cas. Il y a eu  
13 plusieurs... il y a eu quelques cas auxquels ma  
14 cliente a fait face où ça a été... les efforts ont  
15 été faits, l'expérience a été acquise et c'est  
16 impossible ou à peu près impossible, selon ma  
17 cliente, de confirmer que tout a été enlevé, c'est  
18 comme ça que le système est fait malheureusement  
19 là, mais c'est ce que j'en comprends. Alors, c'est  
20 pour ça que c'était l'exemple qui était donné.

21 Ce que nous vous demandons, ce que nous  
22 vous proposons, c'est plutôt que - évidemment  
23 l'ordonnance n'est pas rendue encore, donc je pense  
24 que cette... la décision pourra être reportée dans  
25 la mesure où tout le monde est d'accord avec ce

1 qu'on propose ici là, les autres parties, à moins  
2 que maître Roy me dise autre chose, mais c'était  
3 l'objet de nos discussions.

4 C'est que quand on fera le débat sur les  
5 modalités, on pourra vous faire nos représentations  
6 sur les délais, et caetera, mais que ce sera une  
7 décision, une ordonnance pour l'avenir, mais qui  
8 comprendra la modalité de dire « il ne devra pas y  
9 avoir d'hyperlien ou de référence à des reportages,  
10 nouvelles, commentaires passés à propos du  
11 témoignage de monsieur Turbide ».

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Je vois que... Maître Roy, vous représentez le  
14 DPCP.

15 Me PAUL ROY :

16 Oui, Madame la Présidente, j'ai effectivement parlé  
17 avec ma collègue.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Vous pouvez vous approcher si...

20 Me PAUL ROY :

21 Ah! Je vous en prie. Ah! Je n'ai pas grand-chose à  
22 dire.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Non, mais c'est parce qu'on est en public et on  
25 veut vous voir.



1 Me PAUL ROY :

2 Oui. D'accord. D'accord. Alors, j'avais commencé à  
3 vous dire, Madame la Présidente, que j'ai  
4 effectivement parlé ce matin avec ma collègue que  
5 vous venez d'entendre. Depuis, j'ai parlé au  
6 Directeur qui a pris connaissance de la décision,  
7 l'a évaluée et a décidé de s'en remettre à la  
8 sagesse de la Commission pour la suite des choses.  
9 Évidemment, nous allons participer à la prochaine  
10 étape. Nous allons intervenir et essayer d'en  
11 convenir de quelque chose avec les procureurs des  
12 médias concernés.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Alors, je comprends donc que le jugement initial  
15 n'est pas contesté...

16 Me PAUL ROY :

17 Ah! J'avais...

18 LA PRÉSIDENTE :

19 ... sinon pour la portion là dont on...

20 Me PAUL ROY :

21 J'aurais évidemment dû commencer par vous dire que  
22 le Directeur ne contestera pas la décision.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Parfait. Oui.

25

1 Me PAUL ROY :

2 C'est tout.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 C'est tout. Merci beaucoup, Maître Roy.

5 Me PAUL ROY :

6 Merci.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Bon. Alors, comme je vous ai un peu annoncé, Maître  
9 Vallières, nous ne sommes pas prêts à rendre  
10 jugement maintenant, mais nous ne tarderons pas.  
11 Mais, en même temps, nous ne voulons pas retarder  
12 les travaux de la Commission.

13 En même temps, monsieur Cloutier va rester  
14 à la disposition de la cour jusqu'à ce que le  
15 jugement soit rendu. Et en même temps, comme il y a  
16 une fin de semaine de quatre jours qui s'en vient,  
17 alors donc vendredi nous ne siégeons pas, mais nous  
18 ne siégerons pas non plus lundi prochain parce que  
19 c'est un congé férié. Nous ne siégerons pas, mais  
20 nous allons travailler.

21 Alors, ce qui fait que nous allons  
22 poursuivre les travaux de la Commission. Et demain  
23 nous allons entendre le prochain témoin qui est  
24 monsieur Turbide. Alors, voilà! À demain.

25 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

1

2

3

4

5       Nous, soussignés, DANIELLE BERGERON et JEAN LAROSE,  
6       sténographes officiels, certifions sous notre  
7       serment d'office que les pages ci-dessus sont et  
8       contiennent la transcription fidèle et exacte de  
9       l'enregistrement numérique, le tout hors de notre  
10      contrôle et au meilleur de la qualité dudit  
11      enregistrement.

12

13      Le tout conformément à la loi.

14      Et nous avons signé,

15

16

17      DANIELLE BERGERON

18      Sténographe officielle

19

20

21      JEAN LAROSE

22      Sténographe officiel